

COI Focus

CÔTE D'IVOIRE L'homosexualité

17 décembre 2021 (mise à jour)

Cedoca

Langue de l'original : français

DISCLAIMER:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande de protection internationale. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et il a été rédigé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.

Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.

La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual applications for international protection. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the application for international protection. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.

The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.

All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.

This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

Table des matières

Liste des sigles utilisés.....	3
Introduction	5
1. Cadre juridique et institutionnel.....	7
1.1. Législation	7
1.1.1. Lois condamnant l'homosexualité	7
1.1.2. Lois accordant des droits aux homosexuels	7
1.2. Actions judiciaires.....	8
1.2.1. A l'encontre d'homosexuels.....	8
1.2.2. A l'encontre d'auteurs de violences homophobes	8
1.3. Attitude des forces de l'ordre.....	10
1.3.1. A l'encontre d'homosexuels.....	10
1.3.2. A l'encontre d'auteurs de violences homophobes	12
2. Climat social	12
2.1. Attitude de la société	12
2.1.1. Représentations sociales de l'homosexualité	12
2.1.2. Position et rôle des médias	13
2.1.3. Violences homophobes	14
2.1.4. Atteinte aux droits	23
2.2. Visibilité	26
2.2.1. Liberté d'expression.....	26
2.2.2. Lieux de rencontre.....	27
2.2.3. Associations.....	29
3. Contexte socio-politique.....	33
3.1. Situation générale du pays.....	33
3.2. Position des acteurs politiques.....	34
3.3. Position des acteurs religieux	35
Résumé	36
Bibliographie	37

Liste des sigles utilisés

AFP	Agence France-Presse
AI	Amnesty International
AIP	Agence ivoirienne de presse
AMSHeR	African Men for Sexual Health and Rights
CNDHCI	Commission nationale des droits de l'homme de Côte d'Ivoire
CNDH	Conseil national des droits de l'homme de Côte d'Ivoire
CNRS	Centre national de la recherche scientifique
COC	Cultuur- en ontspanningscentrum
CREFDI	Centre de recherche et de formation sur le développement intégré
DIC	Drop-in center
DW	Deutsche Welle
EPU	Examen périodique universel
FFM	Fact Finding Mission
FH	Freedom House
HRW	Human Rights Watch
HSH	Hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes
ILGA	International Lesbian and Gay Association
IMAF	Institut des mondes africains
ISDAO	Initiative Sankofa d'Afrique de l'Ouest
JA	Jeune Afrique
LGBT	Lesbiennes, Gays, Bisexuel-le-s, Transgenres
LGBTQI	Lesbiennes, Gays, Bisexuel-le-s, Transgenres, Queer, Intersexes
LIDHO	Ligue ivoirienne des droits de l'homme
NANHRI	Network of African National Human Rights Institutions
NU	Nations unies
OFPRA	Office français de protection des réfugiés et apatrides
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations unies sur le VIH/Sida
OSAR	Organisation suisse d'aide aux réfugiés
PNLS	Programme national de lutte contre le Sida
QAYN	Queer African Youth Network
RFI	Radio France internationale
RIO	Réseau ivoirien des organisations LGBT
ROPC-CI	Réseau des organisations des populations clés de Côte d'Ivoire
UNHCR	United Nations High Commissioner for Refugees (Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés)
UNICEF	United Nations Children's Fund (Fonds des Nations unies pour l'enfance)
USDOS	United States Department of State

VBG Violence basée sur le genre

VOA Voice of America

Introduction

Dans le discours international sur les droits humains, on utilise actuellement le sigle LGBT (Lesbiennes, Gays, Bisexuel-le-s, Transgenres) pour désigner les minorités sexuelles. Ce sigle permet également de désigner les institutions, organisations et individus qui militent pour la défense de leurs droits.

Cependant, si l'ensemble des minorités sexuelles peuvent faire l'objet de pressions similaires dans un contexte donné, la situation de chacune d'entre elles n'est pas nécessairement semblable. Ainsi, les problématiques d'orientation sexuelle et d'identité de genre (masculin ou féminin) sont différentes. L'orientation sexuelle « renvoie à la capacité de chacun de se sentir attiré, émotionnellement, affectivement et sexuellement par des personnes d'un autre sexe ou du même sexe ou des deux sexes et d'entretenir des relations intimes avec elles » [traduction]¹. L'identité de genre « fait référence à l'expérience ressentie très profondément et individuellement par chaque personne comme étant son genre [masculin ou féminin], lequel peut ou peut ne pas correspondre au sexe assigné à la naissance. Cela recouvre la sensation personnelle du corps (ce qui peut impliquer, si c'est librement choisi, la modification de l'apparence corporelle ou des fonctions corporelles par voie médicale, chirurgicale ou par d'autres voies) et d'autres expressions du genre, en ce compris les vêtements, la façon de parler et les 'manières' » [traduction]².

Etant donné que la présente recherche s'intéresse à la situation spécifique des homosexuels en Côte d'Ivoire et se limite dès lors à l'orientation sexuelle, le Cedoca ne fera pas référence au sigle LGBT qui englobe d'autres réalités. Le terme « homosexuel » désigne tant les hommes que les femmes mais lorsqu'il s'agira d'insister sur la dimension spécifique de l'expérience des uns ou des autres, le Cedoca utilisera alors les termes « gay » et « lesbienne ». Par ailleurs, d'autres termes éventuellement utilisés par les sources consultées dans le cadre de cette recherche pourront être cités dans le présent document.

Ce rapport est une mise à jour du précédent rapport étudiant l'homosexualité en Côte d'Ivoire, publié le 2 mars 2016. La recherche couvre la période du 3 mars 2016 au 18 novembre 2021. Elle se compose de trois parties.

La première partie examine la législation ayant trait à l'orientation sexuelle des personnes. Elle aborde également les actions judiciaires engagées par l'Etat, à l'encontre ou en faveur des homosexuels, en application ou non des dispositions légales existantes.

La deuxième partie concerne la situation des homosexuels dans la société ivoirienne. Il s'agira, d'une part, de s'interroger sur les perceptions socioculturelles de l'homosexualité, sur l'état de la violence homophobe ainsi que sur les différences de traitement dont peuvent faire l'objet les homosexuels sur le plan socio-économique et, d'autre part, de s'intéresser à leur vie sociale notamment à travers l'existence de lieux de rencontre ou d'associations.

Enfin, le troisième chapitre décrit le contexte politique actuel dans le pays et en particulier, la position des autorités politiques et religieuses face à l'homosexualité.

Peu de sources spécialisées dans la défense des droits des homosexuels en particulier ou des droits de l'homme en général rapportent de façon détaillée la situation des homosexuels en Côte d'Ivoire.

¹ « Refers to each person's capacity for profound emotional, affectional and sexual attraction to, and intimate relations with, individuals of a different gender or the same gender or more than one gender » : UNHCR, 22/09/2010, [url](#)

² « Refers to each person's deeply felt internal and individual experience of gender, which may or may not correspond with the sex assigned at birth. It includes the personal sense of the body (which may involve, if freely chosen, modification of bodily appearance or function by medical, surgical or other means) and other expressions of gender, including dress, speech and mannerisms » : UNHCR, 22/09/2010, [url](#)

Les informations contenues dans ce document émanent principalement de sources publiques telles que des organisations de défense des droits de l'homme internationales ou ivoiriennes, de plusieurs associations de défense des droits des gays et lesbiennes en Côte d'Ivoire, de la presse ivoirienne et internationale ainsi que de la littérature scientifique.

1. Cadre juridique et institutionnel

1.1. Législation

1.1.1. Lois condamnant l'homosexualité

La Côte d'Ivoire n'a jamais érigé en infraction les relations sexuelles entre adultes consentants (hommes ou femmes) de même sexe, comme le précise Amnesty International (AI) ou l'International Lesbian and Gay Association (ILGA)³.

Cependant, l'article 360 du Code pénal relatif à « l'outrage public à la pudeur » a longtemps inclut une peine spécifique pour « un acte impudique ou contre nature avec un individu du même sexe ». Cet acte était punissable de six mois à deux ans de prison et d'une amende de 50.000 à 300.000 francs CFA⁴. L'orientation sexuelle n'était pas punissable en tant que telle mais, selon l'association Alternative Côte d'Ivoire, les membres de la communauté homosexuelle étaient contraints d'entretenir leurs liaisons dans des endroits privés, clos, connus d'eux seuls. C'était le seul moyen pour pouvoir invoquer l'atteinte à la vie privée en cas de publicité de leurs pratiques⁵. Cette disposition faisait donc de l'homosexualité une circonstance aggravante et a notamment été très critiquée lors du dernier Examen périodique universel (EPU) de la Côte d'Ivoire en mai 2019⁶.

Toutefois, dans l'optique, selon les dires du gouvernement, d'abroger « les dispositions ne présentant plus une pertinence avérée en raison de leur caractère obsolète »⁷, le Code pénal a été réformé en 2019 et la nouvelle version du code est entrée en vigueur en juillet 2019. L'infraction relative à l'outrage à la pudeur publique est recensée dans l'article 416 du nouveau code. Il n'y a plus aucune allusion aux relations entre personnes du même sexe⁸.

La Côte d'Ivoire fait partie des rares pays africains à ne pas condamner les relations entre personnes de même sexe, selon France Culture⁹.

Le département d'Etat américain (United States Department of State, USDOS) et Freedom House (FH) rappellent que les activités intimes (hétérosexuelles ou homosexuelles) publiques sont susceptibles d'être condamnées comme une forme d'outrage public à la pudeur, et donc passibles d'une peine allant jusqu'à deux ans d'emprisonnement¹⁰.

1.1.2. Lois accordant des droits aux homosexuels

Dans un rapport de juillet 2015, le Queer African Youth Network (QAYN), qui a analysé la législation pénale ivoirienne, conclut ceci :

« aucune protection spécifique n'est accordée aux personnes LGBTQ lorsqu'elles sont victimes de comportements 'homophobes' [...], ni lorsqu'elles sont victimes de discriminations, soit sur le plan

³ AI, 25/06/2013, [url](#) ; ILGA, 05/2013, [url](#)

⁴ *Loi n° 81-640 instituant le Code pénal*, 31/07/1981, [url](#)

⁵ Alternative Côte d'Ivoire, s.d.

⁶ NU, Assemblée générale, 03/07/2019, [url](#)

⁷ Portail officiel du gouvernement de Côte d'Ivoire, 10/04/2019, [url](#)

⁸ *Loi n°2019-574 portant Code pénal*, 10/07/2019, [url](#)

⁹ France Culture (Epstain N., Ballanger F.), 29/02/2020, [url](#)

¹⁰ USDOS, 30/03/2021, [url](#) ; FH, 03/03/2021, [url](#)

de leurs droits civils (comme par exemple dans le cadre d'un contrat de location d'un immeuble), soit sur le plan des droits économiques et sociaux (travail, santé, éducation) »¹¹.

Lors du dernier EPU réalisé en mai 2019, la délégation ivoirienne indique que la position de la Côte d'Ivoire reste inchangée depuis son dernier passage à l'EPU en 2014. Le Groupe de travail sur l'EPU en conclut ceci :

« Par conséquent, aucune mesure n'avait été prise ou envisagée pour favoriser une quelconque tendance visant l'acceptation par le public des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes en Côte d'Ivoire »¹².

En 2021, aucune loi anti-discrimination ne protège les homosexuels (d'après différentes organisations de défense des droits humains)¹³. Les activistes ivoiriens ne revendiquent plus la dépénalisation de l'homosexualité mais demandent que la protection des droits de l'homme et l'interdiction des comportements homophobes soient inscrites dans la loi ou la Constitution¹⁴.

En juin 2021, des informations ont circulé sur l'existence d'un projet de loi légalisant l'homosexualité. Cette rumeur a rapidement été démentie par les membres de l'Assemblée nationale¹⁵.

En octobre 2021, les députés ont examiné un projet de loi portant révision du Code pénal. Ce projet concerne notamment l'ajout d'un nouvel article 226 qui qualifierait plusieurs catégories de discriminations, dont celle fondée sur l'orientation sexuelle. Face aux réactions populaires à ce projet, et notamment à des rumeurs annonçant erronément une légalisation du mariage homosexuel, la mention de l'orientation sexuelle a été retirée du texte de loi¹⁶.

1.2. Actions judiciaires

1.2.1. A l'encontre d'homosexuels

L'Initiative Sankofa d'Afrique de l'Ouest (ISDAO) est un fonds qui se consacre à la création d'un mouvement ouest-africain pour la diversité sexuelle et les droits sexuels. Selon son directeur des communications et de la gestion des connaissances, Stéphane Simporé, en septembre 2021, aucune personne n'était détenue dans les prisons ivoiriennes en raison de son orientation sexuelle¹⁷.

Différents rapports annuels consacrés à la situation des droits de l'homme en Côte d'Ivoire et publiés en 2020 et 2021 ne mentionnent aucun cas d'action judiciaire sur base de l'orientation sexuelle d'une personne¹⁸.

1.2.2. A l'encontre d'auteurs de violences homophobes

L'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) a réalisé une Fact Finding Mission (FFM) en Côte d'Ivoire à la fin de l'année 2019. Selon un membre d'Alternative Côte d'Ivoire rencontré par l'OFPRA, de nombreuses séances de sensibilisation des forces de sécurité ont été organisées mais

¹¹ QAYN, 07/2015, [url](#)

¹² Assemblée générale des Nations unies, 03/07/2019, [url](#)

¹³ COC Nederland (Kugbe Y., Akpolki Sh.), 07/2017 ; ONG Gromo, 25/07/2021 ; FH, 03/03/2021, [url](#)

¹⁴ Broqua C., 22/01/2021, [url](#)

¹⁵ Koaci (Kautcha D.), 23/06/2021, [url](#)

¹⁶ TV5 Monde, 11/11/2021, [url](#) ; Afrique sur 7 (Yala D.), 31/10/2021, [url](#) ; Linfodrome (Kohet S.), 31/10/2021, [url](#)

¹⁷ Simporé S., directeur des communications et de la gestion des connaissances à l'ISDAO, entretien téléphonique, 06/09/2021

¹⁸ USDOS, 11/03/2020, [url](#) ; USDOS, 30/03/2021, [url](#) ; AI, 08/04/2020, [url](#) ; AI, 06/04/2021, [url](#) ; FH, 2020, [url](#) ; FH, 03/03/2021, [url](#)

les résultats, quoiqu'encourageants, demeurent faibles. Ceci s'explique selon la source par la fréquence des mutations des policiers, le peu d'engagement de certains employés au sein des commissariats ou les réticences, alimentées par leurs convictions religieuses, traditions et coutumes, de certains membres des forces de l'ordre. Face à ces réticences, des victimes de violences homophobes cachent la nature des violences qu'elles subissent¹⁹.

Selon des représentants de diverses associations rencontrés par l'OFPRA en 2019, « aucune plainte pour agression homophobe ou transphobe n'a abouti à une condamnation »²⁰.

Christophe Broqua, anthropologue, chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et membre de l'Institut des mondes africains (IMAF), est l'auteur de plusieurs publications scientifiques sur la question homosexuelle en Afrique. Lors d'un entretien téléphonique le 7 mai 2014, le Cedoca l'avait invité à donner son avis sur la possibilité pour un homosexuel de faire valoir ses droits devant les autorités compétentes. Celui-ci a alors indiqué de ne pas se baser sur la capacité, pour une telle victime, à avoir accès à la justice, afin de juger du caractère homophobe ou non de son environnement sociétal. En effet, il estime qu'en toute logique, une victime de violence homophobe ne s'adresse pas à la justice puisque les problèmes ne se règlent pas selon ce processus. Cette victime va plutôt rendre des coups en mobilisant son réseau, avec des moyens qui varient selon les cas. L'homosexualité est un comportement qui n'est pas public. Toujours selon ce spécialiste, un contexte favorable pour les homosexuels ne se mesure pas tant à la possibilité de dénoncer publiquement un acte homophobe mais bien à celle de vivre son homosexualité sans problème, en restant discret²¹. Contacté en septembre 2021, Christophe Broqua estime que cette analyse est toujours d'actualité²².

Carlos Idibouo est un militant ivoirien, consultant pour le Réseau africain des institutions des droits de l'homme (Network of African National Human Rights Institutions, NANHRI). Lui et Jacques Kahi d'Alternative Côte d'Ivoire insistent sur le fait qu'une victime de violence homophobe a souvent tendance, après le dépôt de sa plainte, à arrêter le processus et privilégier un règlement à l'amiable, dans la discrétion, « sans faire de bruit », afin d'éviter que la famille et le voisinage ne soient informés²³.

Le siège d'Alternative Côte d'Ivoire (association d'aide aux homosexuels, voir point 2.2.3.3.1.) et le domicile de son président ont subi des attaques et dégradations en début d'année 2014 (voir point 2.1.3.1). En septembre 2021, cette attaque n'a toujours pas fait l'objet de poursuites judiciaires. Seules quelques auditions ont été menées²⁴.

Lors de son entretien avec le Cedoca en septembre 2021, Stéphane Simporé (ISDAO) a insisté sur le fait que, lorsque des violences liées à l'orientation sexuelle prennent place au sein du cercle familial, il n'est pas concevable pour la victime de se plaindre auprès d'une personne représentant l'autorité publique, à l'inverse de litiges immobiliers, des cas d'extrême violence (une tentative d'assassinat par exemple) ou de questions d'héritage qui pourront être soumises à la police. Pour cette raison, les victimes qui s'adressent à une association recherchent une écoute plutôt qu'un soutien juridique car la condamnation de l'auteur des violences aurait des conséquences beaucoup trop importantes pour le plaignant. Par contre, si l'auteur des violences n'appartient pas au cercle familial, Stéphane Simporé

¹⁹ OFPRA, 07/10/2020, [url](#)

²⁰ OFPRA, 07/10/2020, [url](#)

²¹ Broqua C., anthropologue, chercheur au CNRS et à l'IMAF, entretien téléphonique, 07/05/2014

²² Broqua C., anthropologue, chercheur au CNRS et à l'IMAF, courrier électronique, 14/09/2021

²³ Kahi J., chargé de suivi et évaluation à Alternative Côte d'Ivoire, entretien téléphonique, 17/09/2021 ; Idibouo C., militant ivoirien et consultant pour le NANHRI, entretien téléphonique, 10/09/2021

²⁴ Kahi J., chargé de suivi et évaluation à Alternative Côte d'Ivoire, entretien téléphonique, 17/09/2021,

considère qu'il est raisonnable de déposer une plainte et que celle-ci sera traitée en bonne et due forme²⁵.

1.3. Attitude des forces de l'ordre

1.3.1. A l'encontre d'homosexuels

Selon une étude publiée en 2016 par l'organisation non gouvernementale (ONG) Enda Santé, l'Université John Hopkins et le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, et menée auprès de 1.301 personnes dans cinq villes ivoiriennes différentes²⁶, 96,85 % des personnes interrogées affirment n'avoir jamais été arrêtées par la police du fait de leur orientation sexuelle et 98,5 % affirment n'avoir jamais été emprisonnées²⁷. Cette même étude indique également que 95,3 % des personnes interrogées déclarent ne pas avoir le sentiment que la police ait refusé de les protéger en raison de leur homosexualité²⁸. Enfin, cette étude précise ceci :

« Nos enquêtés révèlent que le recours aux forces de l'ordre après une agression physique n'est pas la meilleure option pour les HSH à cause de leur orientation sexuelle. Cela les rend plus vulnérables car ils n'ont techniquement aucun recours légal en cas d'atteinte à leur intégrité physique. Plutôt que d'être protégés, les HSH sont brimés par les forces de l'ordre selon leurs déclarations »²⁹.

Toujours en 2016, un responsable associatif et Christophe Broqua constataient une amélioration de la situation des homosexuels et de la collaboration entre leurs organisations et les pouvoirs publics³⁰.

Depuis lors, le Cedoca a trouvé très peu de documentation écrite proposant une description détaillée (nature, acteur, localisation, contexte, etc.) de violences policières envers les personnes homosexuelles.

Dans un rapport de 2018 consacré aux droits de l'homme en général, AI décrit l'arrestation et la détention violente d'un homosexuel accusé de meurtre, dont la police a révélé l'orientation sexuelle à son voisinage. Selon AI, l'homme a été remis en liberté sans inculpation mais il est resté caché car il continuait à recevoir des menaces sur les réseaux sociaux³¹.

A l'occasion de l'EPU de 2019, Alternative Côte d'Ivoire a publié un rapport sur les droits des personnes LGBT. Dans celui-ci sont évoqués divers faits de violence subis par des homosexuels, commis par des membres des services de sécurité sur base de l'orientation sexuelle réelle ou présumée³². C'est le dernier rapport sur ce thème qui a été publié par l'organisation³³. Freedom House mentionne également pour l'année 2020 des cas de harcèlement par les forces de sécurité à l'encontre de lesbiennes, Gays, Bisexuel-le-s, Transgenres, Queer, Intersexes (LGBTQI), sans plus de précisions³⁴.

²⁵ Simporé S., directeur des communications et de la gestion des connaissances à l'ISDAO, entretien téléphonique, 06/09/2021

²⁶ Ce rapport utilise l'acronyme HSH. Il s'agit d'hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes, qu'ils aient ou non des rapports sexuels avec des femmes : Enda Santé, 04/2017, [url](#)

²⁷ Enda Santé, John Hopkins, ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, 06/2016, [url](#)

²⁸ Enda Santé, John Hopkins, ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, 06/2016, [url](#)

²⁹ Enda Santé, John Hopkins, ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, 06/2016, [url](#)

³⁰ Alternative Côte d'Ivoire, courrier électronique, 09/02/2016 ; Broqua C., anthropologue, chercheur au CNRS et à l'IMAF, entretien téléphonique, 05/02/2016

³¹ AI, 10/2018, [url](#)

³² Alternative Côte d'Ivoire, 17/07/2018

³³ Kahi J., chargé de suivi et évaluation à Alternative Côte d'Ivoire, entretien téléphonique, 17/09/2021

³⁴ FH, 03/03/2021, [url](#)

En 2021, un responsable d'Alternative Côte d'Ivoire constate que la situation est radicalement différente par rapport aux années qui ont suivi la crise postélectorale (2010-2011). Il n'y a selon lui plus d'arrestation sur base de l'orientation sexuelle. Même si certains cas sont présentés comme tels, d'autres motifs (consommation de drogue par exemple) sont à l'origine des arrestations selon cette source³⁵.

Selon Stéphane Simporé (ISDAO), interrogé par le Cedoca en septembre 2021, les forces de l'ordre ne ciblent pas les personnes homosexuelles. Les policiers ne vont pas hésiter à profiter d'une probable culpabilité ou d'une éventuelle peur ressentie par un homosexuel lors d'un simple contrôle, dans le but de lui soutirer quelque chose. Il n'y a par contre pas de ciblage, les policiers ne descendent pas dans les organisations ou chez des homosexuels pour faire un contrôle. Il n'y a plus non plus de descente policière dans les cafés et maquis *gayfriendly*. Des éventuelles interventions dans ces lieux concernent des problèmes de drogue ou de bagarre³⁶.

Selon les données communiquées par l'OFPRA en 2019 suite à sa mission, l'accès à la justice pour les victimes de violences homophobes a fait l'objet de diverses initiatives des pouvoirs publics. Des magistrats, des membres des forces de l'ordre et du personnel de santé ont bénéficié de formations visant à renforcer leurs capacités³⁷. D'après un membre d'Alternative Côte d'Ivoire, ces activités restent trop peu nombreuses³⁸.

Le Cedoca s'est entretenu en septembre 2021 avec un responsable d'une ONG ivoirienne soutenant notamment les homosexuels qui souhaite garder l'anonymat pour des raisons liées à sa sécurité. Ce dernier estime qu'il n'y a pas de personnel formé aux questions d'orientation sexuelle dans les commissariats de Yamoussoukro, contrairement à Bouaké³⁹.

Lors de son entretien avec le Cedoca en septembre 2021, Stéphane Simporé (ISDAO) constate que les préoccupations des cellules genre au sein des commissariats de police visent les questions de mutilations génitales féminines ou de violences conjugales, mais pas les questions LGBTQI. Les discussions afin d'intégrer ces questions progressent et sont encouragées par les organisations internationales, mais la prise en compte des diversités sexuelles au sein de ces cellules ou bureaux n'est pas effective⁴⁰.

Lucien Gnizako Lago (Secours social) constate la présence de « points focaux VBG [violences basées sur le genre] » dans la plupart des commissariats des grandes villes comme Abidjan ou Bouaké. Mais aucun plaignant n'a selon lui l'assurance de s'adresser à un membre des forces de l'ordre qui est « ouvert d'esprit ». Cet activiste regrette que certains policiers ou gendarmes stigmatisent toujours les homosexuels et refusent de prendre leur plainte en considération. Des membres des forces de l'ordre ont été formés sur la thématique LGBTI par son ONG, mais certains d'entre eux ont été affectés dans d'autres villes depuis lors⁴¹.

³⁵ Kahi J., chargé de suivi et évaluation à Alternative Côte d'Ivoire, entretien téléphonique, 17/09/2021

³⁶ Simporé S., directeur des communications et de la gestion des connaissances à l'ISDAO, entretien téléphonique, 06/09/2021

³⁷ OFPRA, 07/10/2020, [url](#)

³⁸ Kahi J., chargé de suivi et évaluation à Alternative Côte d'Ivoire, entretien téléphonique, 17/09/2021

³⁹ Responsable d'une ONG ivoirienne soutenant notamment les homosexuels, entretien téléphonique, 27/09/2021

⁴⁰ Simporé S., directeur des communications et de la gestion des connaissances à l'ISDAO, entretien téléphonique, 06/09/2021

⁴¹ Gnizako L. L., président de Secours social, entretien téléphonique, 14/09/2021

1.3.2. A l'encontre d'auteurs de violences homophobes

Dans le cadre de la mission de l'OFPPRA fin 2019, un représentant de l'ONG Secours social a expliqué que les services de police n'hésitent pas à intervenir en cas de violence homophobe⁴².

Selon les associations The Advocates for Human Rights et Alternative Côte d'Ivoire, dans un rapport rédigé en 2019, « la Police Judiciaire omet de demander des comptes aux parties privées qui commettent des actes de violence à l'encontre de personnes fondées sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, et les incitent parfois à de telles violences »⁴³.

Suite aux incidents survenus au siège d'Alternative Côte d'Ivoire en 2014 (voir point 2.1.3.1.), le Cedoca a demandé au chargé de suivi et évaluation de l'association si les forces de l'ordre ont pris des mesures particulières. Celui-ci affirme en septembre 2021 que la police se rend de temps en temps au siège de l'association, qu'elle s'y informe et montre sa présence puis repart avec quelques préservatifs⁴⁴.

Les victimes doivent faire appel à des juristes ou à des avocats pour s'assurer du bon déroulement de la procédure. Lucien Gnizako Lago (Secours social) souligne en 2021 que la Ligue ivoirienne des droits de l'homme (LIDHO) est un allié de poids capable de saisir un procureur⁴⁵.

2. Climat social

2.1. Attitude de la société

2.1.1. Représentations sociales de l'homosexualité

2.1.1.1. Généralités

Une étude de l'African Men for Sexual Health and Rights (AMSHer) sur la sexualité et l'égalité en Afrique affirme en 2015 que la population en général désigne les homosexuels par le terme « pédé », terme que les homosexuels considèrent comme stigmatisant et effrayant⁴⁶. Certains discours présentent l'homosexualité comme se situant à la limite des règles sociales, immorale, et entravant la procréation⁴⁷. Une croyance répandue considère l'hétérosexualité comme l'orientation sexuelle par défaut d'une personne⁴⁸.

Lors d'un entretien téléphonique avec le Cedoca en septembre 2021, invité à décrire les pensées de la société ivoirienne à propos de l'homosexualité, Carlos Idibouo (NANHRI) explique que de nombreux Ivoiriens considèrent que l'homosexualité est un choix, et non une orientation sexuelle intrinsèque⁴⁹, ce qui confère aux homosexuels un sentiment de honte⁵⁰.

Dans un sondage réalisé en novembre 2019 par l'Institut d'enquête et de recherche africain Afrobaromètre et son partenaire ivoirien, le Centre de recherche et de formation sur le développement

⁴² OFPPRA, 07/10/2020, [url](#)

⁴³ The Advocates for Human Rights, Alternative Côte d'Ivoire, 08/04/2019

⁴⁴ Kahi J., chargé de suivi et évaluation à Alternative Côte d'Ivoire, 17/09/2021, entretien téléphonique

⁴⁵ Gnizako L. L., président de Secours social, entretien téléphonique, 14/09/2021

⁴⁶ AMSHer (Bamba A.), 2015, [url](#)

⁴⁷ Corey-Boulet R., 01/06/2014, [url](#) ; AIP via Abidjan.net, 15/02/2015, [url](#)

⁴⁸ BBC, 06/11/2019, [url](#)

⁴⁹ Idibouo C., militant ivoirien et consultant pour le NANHRI, entretien téléphonique, 10/09/2021

⁵⁰ Idibouo C., militant ivoirien et consultant pour le NANHRI, entretien téléphonique, 10/09/2021 ; RTBF, 18/01/2020, [url](#)

intégré (CREFDI), 80,6 % des personnes interrogées répondent qu'elles n'aimeraient « pas tout à fait » ou « pas quelque peu » que des homosexuels soient leurs voisins⁵¹. Par comparaison avec des sondages identiques du même institut, la population ivoirienne montre un taux de tolérance envers les personnes d'identité ou d'orientation sexuelle différentes inférieur à la moyenne des 34 pays africains sondés, mais supérieur à tous les autres pays d'Afrique de l'Ouest, à l'exception du Bénin. La marge d'erreur est d'environ 3 %⁵².

Stéphane Simporé (ISDAO) considère que les Ivoiriens « restent sympathiques avec les questions LGBTQI » dans le monde du folklore et du divertissement, mais pas au sein de la cellule familiale⁵³.

2.1.1.2. Contexte international

La couverture médiatique des débats autour du « mariage pour tous » en France en 2013 a créé en Côte d'Ivoire un contexte d'augmentation de l'expression de l'hostilité envers l'homosexualité. Ce phénomène s'est manifesté non seulement dans la désapprobation de la nouvelle loi française, mais aussi parce que les Ivoiriens ont constaté l'existence d'un désaccord sur ce thème en France également. L'idée d'un « lobbying homosexuel occidental » a été récurrente lors de ce débat pour « le mariage pour tous » et lors des attaques des locaux d'Alternative Côte d'Ivoire (voir *infra*). Le combat principal est dirigé contre l'interférence perçue des Etats occidentaux, en particulier de la France, mais aussi des Etats-Unis et récemment du Canada. Christophe Broqua, dans un article paru en 2021, y voit le rejet de certaines pratiques sexuelles, mais aussi une méfiance beaucoup plus large à l'égard de prétendues tentatives occidentales d'imposer des normes en matière de genre et de sexualité⁵⁴.

A cela s'ajoute un autre élément du contexte international : le renforcement des lois pénalisant l'homosexualité dans plusieurs pays d'Afrique anglophone, dont le Nigeria et l'Ouganda, alimentant l'idée chez certains acteurs sociaux ivoiriens opposés à l'homosexualité qu'il s'agit là d'une réponse appropriée au risque d'être atteints par les excès des politiques françaises. Cette opposition à l'homosexualité est aussi, et peut-être surtout selon Christophe Broqua, une opposition à l'impérialisme occidental⁵⁵.

2.1.2. Position et rôle des médias

Lors d'une conversation avec le Cedoca le 5 février 2016, Christophe Broqua décrivait brièvement le rôle des médias en Côte d'Ivoire :

« En Côte d'Ivoire, la presse sensationnaliste parle parfois de l'homosexualité, mais, contrairement au Sénégal par exemple, sans controverse. La situation normale est qu'on ne parle pas de l'homosexualité. Je suis persuadé que les Ivoiriens ne sont pas homophobes. Mais je ne parle pas de cas particuliers qui peuvent toujours exister »⁵⁶.

Il confirme ce constat en septembre 2021⁵⁷.

Selon l'étude publiée en 2016 par l'ONG Enda Santé, l'Université John Hopkins et le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, 41,69 % des gays et des bisexuels ont déclaré avoir entendu des propos discriminatoires à leur endroit dans les médias nationaux ou internationaux⁵⁸.

⁵¹ Afrobaromètre, CREFDI, 07/2020, [url](#)

⁵² Afrobaromètre, 19/05/2020, [url](#)

⁵³ Simporé S., directeur des communications et de la gestion des connaissances à l'ISDAO, entretien téléphonique, 06/09/2021

⁵⁴ Broqua C., 22/01/2021, [url](#)

⁵⁵ Broqua C., 22/01/2021, [url](#)

⁵⁶ Broqua C., anthropologue, chercheur au CNRS et à l'IMAF, entretien téléphonique, 05/02/2016

⁵⁷ Broqua C., anthropologue, chercheur au CNRS et à l'IMAF, courrier électronique, 14/09/2021

⁵⁸ Enda Santé, John Hopkins, ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, 06/2016, [url](#)

L'Institut Panos a analysé le contenu des médias ivoiriens et l'image qu'ils renvoient aux lecteurs au sujet des minorités sexuelles⁵⁹. Cette étude publiée en 2017 montre que l'homosexualité occupe une « place marginale » dans les journaux ivoiriens. Toutefois, elle relève quelques caractéristiques du traitement médiatique :

« Il est important de remarquer que ce traitement donne la parole aux LGBTI eux-mêmes. Mais mieux : les deux tendances qui traversent la société ivoirienne sur la question ne sont pas occultées. Les homophobes, qu'ils soient journalistes ou membres de la société civile s'expriment librement, surtout dans les colonnes – grande surprise – du journal de service public Fraternité Matin. Et trouvent en face d'eux ceux et celles qui assurent la défense des droits des homosexuels. Eux non plus ne sont l'objet d'aucune censure. Parmi ces derniers, quelques donneurs d'ordre des médias (directeurs, conseillers de directeurs, etc.). L'homosexualité est ainsi devenue un sujet de l'espace public, portée sur la place publique par des journalistes et des médias dont certains font participer des citoyens »⁶⁰.

Le Cedoca a contacté le directeur des programmes de l'Institut Panos pour lui demander s'il a constaté une quelconque évolution du traitement de cette thématique dans la presse ivoirienne depuis ce rapport de 2017. Lors d'un entretien téléphonique avec le Cedoca en août 2021, il affirme n'avoir constaté aucun changement notable. L'axe de l'accès aux soins de santé est selon lui toujours privilégié dans la presse ivoirienne pour les questions liées à l'homosexualité. Ce sujet ne fait pas l'objet d'un tollé et les homosexuels ne sont pas jetés à la vindicte populaire comme c'est parfois le cas dans d'autres pays de la région⁶¹.

Selon Alternative Côte d'Ivoire, rencontrée lors de la FFM de l'OFPPRA en 2019, les actions de plaidoyer auprès des médias ont permis l'arrêt de la stigmatisation de la communauté LGBT dans ces mêmes médias. Des campagnes de dénonciations continuent toutefois sur les réseaux sociaux⁶².

Un autre responsable d'Alternative Côte d'Ivoire confirme au Cedoca en septembre 2021 que suite aux projets menés par l'institut Panos, les prises de position relatives à l'homosexualité dans la presse ne sont plus aussi visibles qu'avant⁶³. Certains articles parlent de cas concrets mais n'émettent aucun jugement sur l'homosexualité, comme lors d'une récente affaire opposant deux personnalités du showbiz ivoirien⁶⁴.

Le responsable d'une ONG ivoirienne soutenant notamment les homosexuels a lui-même participé à une émission sur une radio privée du pays. Il a parlé librement des questions LGBT, sans conséquence⁶⁵. Le directeur d'Alternative Côte d'Ivoire avait déjà fait la une d'un quotidien, sans aucune retombée. Ceci fait dire à Christophe Broqua dans un article de 2021 que la médiatisation de l'homosexualité ne pose pas de problème⁶⁶.

2.1.3. Violences homophobes

2.1.3.1. Bref historique

Au début des années 1980, deux sociologues affirment que la population homosexuelle d'Abidjan se fond dans la masse et que l'orientation sexuelle n'occasionne ni rejet ni processus d'affirmation⁶⁷. La

⁵⁹ Institut Panos (Zio M.), 08/2017, [url](#)

⁶⁰ Institut Panos (Zio M.), 08/2017, [url](#)

⁶¹ Fotso G., directeur des programmes à l'Institut Panos, entretien téléphonique, 20/08/2021

⁶² OFPPRA, 07/10/2020, [url](#)

⁶³ Kahi J., chargé de suivi et évaluation à Alternative Côte d'Ivoire, entretien téléphonique, 17/09/2021

⁶⁴ Koaci, 20/08/2021, [url](#)

⁶⁵ Responsable d'une ONG ivoirienne soutenant notamment les homosexuels, entretien téléphonique, 27/09/2021

⁶⁶ Broqua C., 22/01/2021, [url](#)

⁶⁷ Le Pape M., Vidal C., 1984, [url](#)

Côte d'Ivoire a connu d'ailleurs un des premiers mouvements de défense des homosexuels africains, au travers du personnage « Barbara »⁶⁸.

Après la crise post-électorale de 2010-2011, plusieurs journalistes constatent une tolérance manifeste vis-à-vis des homosexuels à Abidjan. En 2011, un journaliste de la Radio Netherlands Worldwide (RNW) qualifie Abidjan de « nouvel eldorado gay d'Afrique ». Il affirme que la tolérance vis-à-vis des homosexuels – de plus en plus nombreux à Abidjan – se développe, tout comme leur visibilité⁶⁹. Face à un contexte homophobe présent dans toute l'Afrique de l'Ouest, la capitale économique de la Côte d'Ivoire s'érige régulièrement en refuge⁷⁰. Plusieurs personnes des pays voisins (Cameroun, Mali) ont même décidé de s'installer en Côte d'Ivoire où elles peuvent vivre telles qu'elles sont avec plus de liberté que dans leur pays natal. Certaines d'entre elles vivent au sein même des locaux d'Alternative Côte d'Ivoire⁷¹. L'Agence France-Presse (AFP) constate elle aussi en 2014 que tous les homosexuels qu'elle a rencontrés à Abidjan à l'occasion d'un reportage ont affirmé qu'il était possible de vivre sa différence dans cette ville⁷².

Contacté en 2014, 2016 et 2021, le chercheur Christophe Broqua estime que la situation à Abidjan était toujours bien plus favorable que dans les autres villes d'Afrique de l'Ouest. Il déclare au Cedoca que l'on peut en effet y vivre son homosexualité, tant que celle-ci reste discrète. Le nombre d'habitants ainsi que le nombre d'opportunités font que la pratique de l'homosexualité est courante à Abidjan⁷³.

L'évènement le plus retentissant, qui a secoué tant le milieu homosexuel que l'opinion publique ivoirienne en général, est l'attaque des locaux de l'association Alternative Côte d'Ivoire en janvier 2014. Cette attaque est intervenue dans le contexte du débat sur le « mariage pour tous » en France (voir point 2.1.1.2.) et du subside de l'ambassade de France octroyé à cette association⁷⁴.

Pour Christophe Broqua, cette attaque a fait beaucoup de bruit mais elle est très localisée dans le temps et dans l'espace. Ce n'est pas un retournement de situation mais juste la « visibilisation d'un phénomène ». La Côte d'Ivoire a toujours connu une certaine tolérance accompagnée de problèmes épisodiques⁷⁵. Lors d'une conversation avec le Cedoca en février 2016 et en septembre 2021, il confirme que l'attaque des locaux d'Alternative Côte d'Ivoire fut un évènement unique, ponctuel et que, si l'on se réfère à cette attaque, la situation s'est améliorée depuis lors. Il précise également que, puisque les outils d'observation des violences homophobes s'affinent, le nombre de cas problématiques relevés va en toute logique augmenter⁷⁶.

Selon Stéphane Simporé (ISDAO), interrogé par le Cedoca le 6 septembre 2021, la Côte d'Ivoire reste une sorte d'eldorado, le pays le plus *friendly* de la région ouest africaine pour les questions LGBTI, même s'il y a des cas de violences, parfois très fortes, surtout à l'endroit des personnes transgenres⁷⁷. Selon Carlos Idibouo (militant et NANHRI), la Côte d'Ivoire est le premier point de chute pour les

⁶⁸ Libération (Bantman B.), 23/06/1998, [url](#) ; Woubi international [Facebook profile], s.d., [url](#)

⁶⁹ RNW, 19/11/2011, [url](#)

⁷⁰ Toronto Star (Corey-Boulet R.), 23/03/2013, [url](#)

⁷¹ JA (Fontaine A.), 01/07/2013, [url](#)

⁷² AFP, 21/01/2014, [url](#)

⁷³ Broqua C., anthropologue, chercheur au CNRS et à l'IMAF, entretiens téléphoniques, 07/05/2014, 05/02/2016 ; Broqua C., anthropologue, chercheur au CNRS et à l'IMAF, courrier électronique, 14/09/2021

⁷⁴ Stewart C., 24/01/2014, [url](#) ; Stewart C., 25/01/2014, [url](#) ; DW, 23/01/2014, [url](#) ; AI, 29/01/2014, [url](#) ; JA (Wuilbercq E.), 06/02/2014, [url](#) ; Le Monde (Grisot M.), 14/02/2014, [url](#) ; Touré C., directeur exécutif d'Alternative Côte d'Ivoire, entretien téléphonique, 14/04/2014

⁷⁵ Broqua C., anthropologue, chercheur au CNRS et à l'IMAF, entretien téléphonique, 07/05/2014

⁷⁶ Broqua C., anthropologue, chercheur au CNRS et à l'IMAF, entretien téléphonique, 05/02/2016 ; Broqua C., anthropologue, chercheur au CNRS et à l'IMAF, courrier électronique, 14/09/2021

⁷⁷ Simporé S., directeur des communications et de la gestion des connaissances à l'ISDAO, entretien téléphonique, 06/09/2021

homosexuels de la sous-région qui sont exposés à des risques, même s'il y a de la violence, proportionnelle à la visibilité croissante des jeunes LGBT, surtout pour les transsexuels⁷⁸.

Un responsable d'Alternative Côte d'Ivoire précise que la population n'est pas au courant de la modification du Code pénal en 2019⁷⁹. Cette dépénalisation des actes impudiques ou contre nature avec un individu du même sexe n'a provoqué aucun changement dans la société selon plusieurs observateurs⁸⁰.

Fabrice Loukou, auteur d'une thèse à l'Université Houphouët Boigny sur les droits humains dans le discours politique en Allemagne et en Côte d'Ivoire, ancien stagiaire au sein d'Alternative Côte d'Ivoire, affirme lors d'un entretien téléphonique avec le Cedoca le 24 septembre 2021, que le flou juridique découlant de l'absence d'une loi attribuant des droits aux homosexuels est dangereux. Selon lui, plutôt que de se référer au cadre légal, certaines personnes dérangées par l'homosexualité peuvent potentiellement préférer sanctionner elles-mêmes ce qui ne leur plaît pas⁸¹. Dans son rapport annuel de 2019, l'organisation Alternative Côte d'Ivoire souligne également que « ce vide juridique est à l'origine des diverses interprétations qui occasionnent des abus sur les LGBTQI »⁸².

Il est à noter que, à l'échelle mondiale, la violence policière a été exacerbée avec la pandémie du COVID-19. Dans un rapport présenté à l'Assemblée générale des Nations unies (NU) en juillet 2020, l'expert indépendant chargé de la question de la protection contre la violence et la discrimination liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre, Victor Madrigal-Borloz, fait état d'impacts disproportionnés de la pandémie sur les populations LGBT dans le monde. Il a constaté une augmentation générale des mauvais traitements et des actes de violence à l'égard des personnes LGBT dans la sphère publique. Les restrictions imposées au niveau des déplacements ont par ailleurs augmenté les risques d'abus lors des contrôles de police tels que des arrestations sélectives, des détentions arbitraires ou des humiliations⁸³.

2.1.3.2. Monitoring par les associations

Une source diplomatique rencontrée par l'OFpra en 2019 indique que les associations « ne font pas vraiment de veille systématique » et qu'il est donc difficile de disposer de chiffres relatifs aux violences homophobes⁸⁴.

Le rapport d'Alternative Côte d'Ivoire rédigé dans le cadre de l'EPU de 2019 évoque divers faits de violence subis par des homosexuels et commis par des membres du voisinage, sur base de leur orientation sexuelle réelle ou présumée⁸⁵. En 2018, AI avait déclaré que la situation des personnes LGBTI s'était détériorée depuis le précédent examen de 2014, sans détailler les indicateurs étayant ce constat⁸⁶.

Jointes par téléphone en septembre 2021, deux militants du milieu homosexuel (Lucien Gnizako Lago et Carlos Idibouo) ont relevé différentes agressions, notamment le meurtre d'un homosexuel ou d'un transsexuel à Abobo (Abidjan) en 2020 et le meurtre d'un autre homosexuel à Bassam en 2021⁸⁷. Le

⁷⁸ Idibouo C., militant ivoirien et consultant pour le NANHRI, entretien téléphonique, 10/09/2021

⁷⁹ Kahi J., chargé de suivi et évaluation à Alternative Côte d'Ivoire, entretien téléphonique, 17/09/2021

⁸⁰ Simporé S., directeur des communications et de la gestion des connaissances à l'ISDAO, entretien téléphonique, 06/09/2021 ; USDOS, 30/03/2021, [url](#)

⁸¹ Loukou F., docteur de l'Université Houphouët Boigny, chercheur en droits de l'homme, entretien téléphonique, 24/09/2021

⁸² Alternative Côte d'Ivoire, 23/04/2020, [url](#)

⁸³ Assemblée générale des Nations unies, 28/07/2020, [url](#)

⁸⁴ OFpra, 07/10/2020, [url](#)

⁸⁵ Alternative Côte d'Ivoire, 17/07/2018

⁸⁶ AI, 10/2018, [url](#)

⁸⁷ Gnizako L. L., président de Secours social, entretien téléphonique, 14/09/2021 ; Idibouo C., militant ivoirien et consultant pour le NANHRI, entretien téléphonique, 10/09/2021

Cedoca n'a pas pu obtenir d'écrit (compte-rendu, rapport narratif, témoignage, article de presse, autre) au sujet de ces meurtres. Selon Carlos Idibouo (militant et NANHRI), ces cas ne sont pas rendus publics afin de ne pas « jeter de l'huile sur le feu »⁸⁸.

Aussi, selon Lucien Gnizako Lago (Secours social), en septembre 2021, un couple homosexuel a été suivi à la sortie d'un maquis à Yamoussoukro. Roulant sur une moto, les deux personnes ont été percutées de façon volontaire par un véhicule. Une des deux victimes a été blessée. Une plainte a été déposée⁸⁹.

Un reportage radio diffusé par la RTBF en janvier 2020 explique que les homosexuels de Bouaké ne peuvent s'afficher comme tels et qu'ils sont menacés⁹⁰. Le président de Secours social indique en septembre 2021 que dans cette ville, les graves violences contre la communauté ne sont plus très nombreuses. Il attribue cette évolution positive aux différentes actions de plaidoyer et de sensibilisation⁹¹.

A propos des violences homophobes, l'ONG Arc-en-ciel plus cite dans un rapport de 2021 les violences psychologiques et physiques, les tentatives de viol, les cas de rejet. Le seul cas documenté et communiqué au Cedoca concerne un rejet familial en 2021⁹².

Le Réseau des organisations des populations clés de Côte d'Ivoire (ROPC-CI) a publié un rapport sur les violences basées sur le genre et l'orientation sexuelle contre des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, des transgenres et des travailleuses du sexe, d'avril à septembre 2021. Ce rapport mentionne six cas de violence. Quatre d'entre eux sont des violences physiques, deux sont des « dénis de ressources et d'opportunités » (chantage, vol)⁹³.

Le responsable d'une ONG ivoirienne soutenant notamment les homosexuels explique lors de sa conversation téléphonique avec le Cedoca en septembre 2021 que les réseaux sociaux à destination des personnes homosexuelles (voir point 2.2.2.1.) ne sont pas très « étanches » et sont parfois utilisés par des personnes malveillantes dans le but d'extorquer de l'argent, d'agresser ou d'évangéliser⁹⁴.

2.1.3.3. Etudes chiffrées

Selon l'étude publiée en 2016 par l'ONG Enda Santé, l'Université John Hopkins et le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, 45 % des homosexuels contactés ont affirmé que les violences subies proviennent d'un membre de la famille et 47,2 % ont désigné une personne inconnue comme auteur principal de la violence physique. Parmi les homosexuels, les plus exposés restent les personnes efféminées. Aussi, 22,98 % des enquêtés ont déclaré avoir été victimes de discrimination de la part de leurs amis. Ces discriminations prennent la forme d'injures, de blâme et de rejet⁹⁵.

Une « plateforme de reporting des cas de violences » a été lancée en 2016. Ce site permet aux victimes de violences basées sur leur orientation ou leur activité sexuelle de « rapporter » les violences subies mais aussi de demander et obtenir une assistance ou un conseil pour gérer les conséquences de ces violences. Cet outil, discret et confidentiel, ne remplace pas la procédure normale de dépôt de plainte. L'initiative émane du Programme national de lutte contre le Sida (PNLS). La gestion du site et le système d'assistance juridique ont été confiés à la LIDHO⁹⁶. Dans les rapports trimestriels de l'année 2019 sur ce dispositif, le Cedoca a pu constater que très peu de cas sont rapportés via cette plateforme

⁸⁸ Idibouo C., militant ivoirien et consultant pour le NANHRI, entretien téléphonique, 10/09/2021

⁸⁹ Gnizako L. L., président de Secours social, entretien téléphonique, 14/09/2021

⁹⁰ RTBF, 18/01/2020, [url](#)

⁹¹ Gnizako L. L., président de Secours social, entretien téléphonique, 14/09/2021

⁹² Arc-en-ciel plus, *Présentation de l'ONG Arc-en-ciel plus*, 2021

⁹³ ROPC-CI, 09/2021

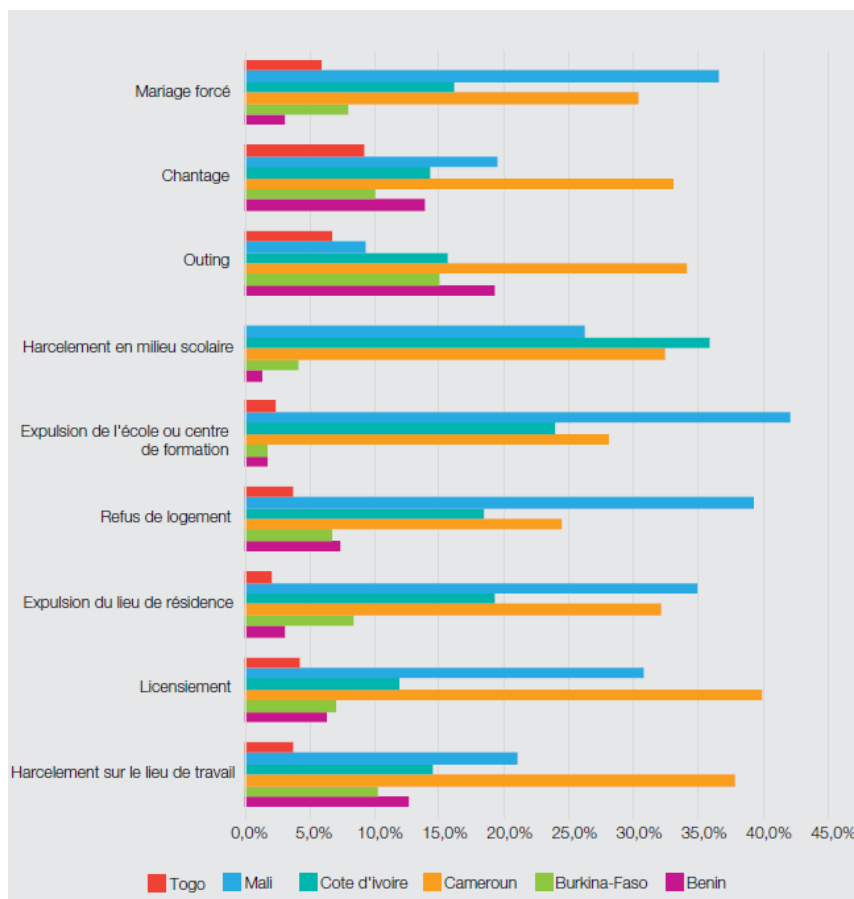
⁹⁴ Responsable d'une ONG ivoirienne soutenant notamment les homosexuels, entretien téléphonique, 27/09/2021

⁹⁵ Enda Santé, John Hopkins, ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, 06/2016, [url](#)

⁹⁶ Protection pour tous [site web], dernière mise à jour : s.d., [url](#)

(deux cas concernant des HSH au premier trimestre 2019, aucun au second trimestre). Jusqu'au second trimestre de 2019, 53 cas de violences basées sur le genre avaient été rapportés depuis la mise en service de cette plateforme⁹⁷.

Une recherche communautaire menée par une ONG néerlandaise sur l'évaluation des besoins prioritaires des communautés lesbiennes, bisexuelles et queer dans six pays francophones d'Afrique de l'Ouest, dont la Côte d'Ivoire, montre que dans ce dernier pays, le harcèlement en milieu scolaire est la forme de violence la plus souvent mentionnée⁹⁸. Le graphique suivant illustre ces résultats :



Répartition des violations des droits fondamentaux par pays envers les lesbiennes, bisexuelles et queer⁹⁹

En ce qui concerne les agressions physiques, cette même étude révèle que 7 % des lesbiennes, bisexuelles et queer ivoiriennes interrogées ont connu une agression physique au cours des douze derniers mois, et 5 % ont connu une agression sexuelle. Ce sont les taux de prévalence les plus faibles après ceux du Togo (respectivement 2 % et 3 %). Cette étude démontre également que, dans les différents pays étudiés, l'augmentation des violences physiques et sexuelles provoque une augmentation des tentatives de suicide¹⁰⁰.

⁹⁷ PNLS, *Fonctionnement du dispositif de rapportage des violences faites aux populations clés. Rapport premier trimestre 2019*, 06/11/2019 ; PNLS, *Fonctionnement du dispositif de rapportage des violences faites aux populations clés. Rapport du deuxième trimestre 2019*, 06/11/2019

⁹⁸ COC Netherland (Kugbe Y., Akpokli, S.), 2020

⁹⁹ COC Netherland (Kugbe Y., Akpokli, S.), 2020

¹⁰⁰ COC Netherland (Kugbe Y., Akpokli, S.), 2020

A ce sujet, selon l'étude publiée en 2016 par l'ONG Enda Santé, l'Université John Hopkins et le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, 14,4 % des personnes interrogées ont pensé à mettre fin à leurs jours¹⁰¹.

Dans un article publié en 2021, Christophe Broqua relève que, malgré ces incidents, la société ivoirienne tolère largement l'homosexualité lorsque l'orientation sexuelle d'un individu est connue sans être rendue publique et, de plus en plus, lorsqu'un individu est ouvertement gay. S'il est connu que de nombreux artistes nationaux sont homosexuels, même s'ils ne l'ont pas affirmé ou l'ont même nié, le *coming out* d'un rappeur local à la radio au début de l'année 2020 suggère, toujours selon Christophe Broqua, que l'affirmation de l'identité sexuelle est non seulement possible dans le pays mais s'étend au-delà des mouvements menés par les organisations et les militants¹⁰².

2.1.3.4. Évènements médiatisés

Des évènements plus médiatisés provoquent parfois des réactions homophobes. En voici deux exemples.

À la suite du massacre dans une boîte de nuit gay à Orlando en 2016, l'ambassade des Etats-Unis à Abidjan a organisé une cérémonie et invité trois organisations LGBT avec lesquelles elle était en contact. Elle a ensuite publié un rapport sur son site Internet avec une photo de six jeunes hommes signant le registre de condoléances, les identifiant comme des membres de la communauté LGBTI. L'information a été relayée à certains médias ivoiriens, avec une copie de la photo. Rapidement, plusieurs de ces jeunes hommes ont été stigmatisés par leur entourage social ou familial, et certains ont subi des violences physiques¹⁰³.

En mai 2020, l'artiste ivoirien Ezamaforkor a sorti un clip (« ma woubie¹⁰⁴ ») à propos du confinement. Ce clip a eu un retentissement considérable. Selon le responsable d'une ONG ivoirienne soutenant notamment les homosexuels, ceci a produit un phénomène nouveau : lorsqu'un groupe de jeunes non LGBT voit passer d'autres jeunes qu'ils suspectent d'être homosexuels, il se met à chanter fortement cette chanson dans la rue par provocation¹⁰⁵.

2.1.3.5. Violences familiales

Selon l'étude publiée en 2016 par l'ONG Enda Santé, l'Université John Hopkins et le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, près de 70 % des homosexuels interrogés n'informent pas leur famille de leur attirance sexuelle pour d'autres hommes¹⁰⁶. La révélation de l'orientation sexuelle dépend de plusieurs facteurs tels que l'assurance de ne pas être rejeté, en fonction du niveau de tolérance de leur sphère familiale et de leur autonomie financière¹⁰⁷. Par ailleurs, le sentiment d'exclusion des activités familiales est exprimé par 10,45 % des hommes interrogés. Cette étude note que « ce sentiment d'intégration aux activités familiales pour la majorité des HSH est en lien avec la non information de la famille de son orientation sexuelle »¹⁰⁸.

Des homosexuels sont parfois acceptés comme tels par leur famille. C'est le cas d'une lesbienne qui affirme au journal Le Monde en 2018 que son père n'a pas eu de réaction particulière à l'annonce de son homosexualité¹⁰⁹.

¹⁰¹ Enda Santé, John Hopkins, ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, 06/2016, [url](#)

¹⁰² Broqua C., 22/01/2021, [url](#)

¹⁰³ Broqua C., 22/01/2021, [url](#)

¹⁰⁴ Ezamaforkor, 29/05/2020, [url](#) ; Musixmatch, s.d., [url](#)

¹⁰⁵ Responsable d'une ONG ivoirienne soutenant notamment les homosexuels, entretien téléphonique, 27/09/2021

¹⁰⁶ Enda Santé, John Hopkins, ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, 06/2016, [url](#)

¹⁰⁷ Enda Santé, John Hopkins, ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, 06/2016, [url](#)

¹⁰⁸ Enda Santé, John Hopkins, ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, 06/2016, [url](#)

¹⁰⁹ Le Monde (Niakaté H.), 01/05/2018, [url](#)

Cependant, selon les associations rencontrées par l'OFPPRA fin 2019, les homosexuels sont, dans la majorité des cas, rejetés par leur cercle familial :

« Ce rejet peut se matérialiser par un ostracisme, une exclusion du domicile familial ou des violences morales ou physiques. Il arrive même régulièrement que les parents informent le reste de la famille élargie de l'homosexualité de leur enfant, afin que celui-ci soit effectivement rejeté par l'intégralité de la famille et qu'il n'y ait plus de risque de 'deshonneur' »¹¹⁰.

Selon des témoignages recueillis lors de cette mission :

« Le rejet par leurs proches place les personnes LGBTI en situation d'extrême vulnérabilité. Pour survivre, faute de moyens financiers, les homosexuels et transgenres en rupture familiale sont contraints de s'installer dans des quartiers précaires où les loyers sont plus accessibles. Sur place, ils doivent également faire face à un voisinage hostile »¹¹¹.

Le degré de violence des parents qui découvrent l'homosexualité de leur enfant est souvent influencé par le degré de religiosité de ces derniers, les familles rigoristes (quelle que soit leur confession) se montrant plus virulentes¹¹².

Une association LGBT rencontrée par l'OFPPRA lors de FFM considère quant à elle que tous les milieux sociaux sont susceptibles d'exclure l'un des leurs :

« Dans les milieux moins nantis, ce sont des quartiers ouverts, ça se sait automatiquement et les gens parlent ; Mais au contraire, les familles plus aisées tiennent à leur image et peuvent donc réagir plus violemment »¹¹³.

Un responsable d'Alternative Côte d'Ivoire explique au Cedoca en 2021 qu'un rejet familial rend la victime très vulnérable et l'expose à de nombreux autres acteurs de violence, notamment le voisinage, d'autant plus si une expression de genre est prononcée. A force d'être gêné par certaines attitudes ou comportements, ce voisinage est susceptible de devenir violent¹¹⁴. Selon cette même source, les familles sont très attachées à leur honneur et au crédit dont elles bénéficient dans la société. La violence exercée dans la sphère familiale a souvent pour but de « faire changer » la personne homosexuelle, sa famille estimant que cette orientation sexuelle est une mode choisie qui peut être abandonnée, par exemple en passant par un camp de prières (point 2.1.3.6.). Dans la plupart des cas, une conciliation s'avère impossible et la personne homosexuelle doit déménager¹¹⁵.

Le Cedoca a interrogé plusieurs acteurs de terrain ivoiriens à propos de l'influence que pourrait avoir le niveau socioéconomique d'une personne homosexuelle sur la réaction de sa famille.

Lucien Gnizako Lago (Secours social) constate que, dans le cas d'un homosexuel ayant les moyens financiers d'aider sa famille, cette dernière peut éventuellement se montrer plus clément vis-à-vis de son orientation sexuelle. Toutefois, une « couverture », comme un mariage par exemple, est souvent recommandée, comme en témoigne un homosexuel à la RTBF en 2020¹¹⁶. D'un point de vue global, selon ce même activiste, l'environnement social freine les personnes à dévoiler leur homosexualité. La peur d'être exclu de la maison familiale ou d'être marginalisé est très forte¹¹⁷.

Selon le responsable d'une ONG ivoirienne soutenant notamment les homosexuels, le destin d'un jeune expulsé de sa famille en raison de son orientation sexuelle dépend en partie de son intégration dans

¹¹⁰ OFPPRA, 07/10/2020, [url](#)

¹¹¹ OFPPRA, 07/10/2020, [url](#)

¹¹² OFPPRA, 07/10/2020, [url](#)

¹¹³ OFPPRA, 07/10/2020, [url](#)

¹¹⁴ Kahi J., chargé de suivi et évaluation à Alternative Côte d'Ivoire, entretien téléphonique, 17/09/2021

¹¹⁵ Kahi J., chargé de suivi et évaluation à Alternative Côte d'Ivoire, entretien téléphonique, 17/09/2021

¹¹⁶ RTBF, 18/01/2020, [url](#)

¹¹⁷ Gnizako L. L., président de Secours social, entretien téléphonique, 14/09/2021

la communauté LGBT. Tant que l'affaire n'a pas une ampleur trop importante au niveau social, une médiation peut être tentée. Mais si cette affaire fait grand bruit, la police risque d'intervenir et d'emprisonner le jeune temporairement afin de rétablir une paix sociale¹¹⁸.

Toujours selon cette source, une partie non négligeable des homosexuels choisit de donner suite à l'injonction familiale et d'avoir un enfant. Les familles attendent en effet davantage un enfant qu'un mariage, cérémonie qui requiert notamment une stabilité financière et une dot. Dans le cas d'une grossesse hors foyer, phénomène très fréquent en Côte d'Ivoire, les familles s'accordent sur la garde de l'enfant. En général, ceux qui en ont les moyens financiers le prennent en charge. Cet enfant apporte un argument de poids en faveur de l'homosexuel et peut suffire à ramener la paix sociale, l'important étant de sauver les apparences¹¹⁹.

Durant un entretien avec un responsable d'Alternative Côte d'Ivoire, le Cedoca lui a demandé si une aisance financière pouvait permettre à une personne homosexuelle d'être mieux acceptée par sa famille. Tout en rappelant le rôle central de la famille dans l'organisation de la société ivoirienne, ce responsable indique d'emblée que l'homosexualité d'un membre d'une famille aisée ne va pas être « officiellement » reconnue. La majorité des gens « préfèrent jouer le jeu » et cette orientation sexuelle va être camouflée. Tout au plus l'individu peut-il « acheter » sa famille afin que celle-ci tolère ce « jeu de dupes ». Dans le cas d'une famille plus pauvre, une personne homosexuelle représente un véritable fardeau¹²⁰.

Un responsable associatif de San Pedro confirme que l'autonomie financière d'un homosexuel le protège de l'influence de sa famille ; au-delà des non-dits inévitables, la pression familiale sera moindre¹²¹. Le responsable d'une autre ONG ajoute qu'une personne ayant suffisamment de moyens financiers mènera plutôt un mode de vie « à l'européenne », « s'installant dans des quartiers bourgeois où on va moins voir ce qu'il se passe chez les voisins »¹²².

Selon Carlos Idibouo (militant et NANHRI), une personne apte à répondre aux besoins économiques de sa famille bénéficiera d'une meilleure considération, « l'argent a un pouvoir social et peut payer la conscience des gens ». Toutefois, même des familles aisées et ouvertes d'esprit peuvent rester attachées aux traditions sociales et religieuses¹²³.

Stéphane Simporé (ISDAO) estime que les principaux défis se situent aux niveaux socio-économique et familial. Les Ivoiriens dépendent moralement de leurs familles. Beaucoup de décisions, y compris la vie sexuelle de l'individu, dépendent de ces dernières. Il explique que les familles tiennent à leur respectabilité sociale. Les plus aisées d'entre elles sont beaucoup plus violentes car elles « tiennent par-dessus tout à leur image ». Dans ces milieux, il est demandé de rester très discret, de se marier et d'avoir des enfants lorsque l'on a une « situation » (un certain âge et un emploi). Stéphane Simporé estime donc qu'il y a plus d'intérêt à être caché si on est d'une famille visible. Le rejet peut aller jusqu'à des situations extrêmes. Stéphane Simporé soupçonne en effet des cas d'empoisonnement, tout en précisant que le corps d'un défunt appartient à la famille et qu'il est très difficile d'obtenir une autopsie¹²⁴.

¹¹⁸ Responsable d'une ONG ivoirienne soutenant notamment les homosexuels, entretien téléphonique, 27/09/2021

¹¹⁹ Responsable d'une ONG ivoirienne soutenant notamment les homosexuels, entretien téléphonique, 27/09/2021

¹²⁰ Kahi J., chargé de suivi et évaluation à Alternative Côte d'Ivoire, entretien téléphonique, 17/09/2021

¹²¹ Hermann F., directeur exécutif d'Africa Sunrise, entretien téléphonique, 24/09/2021

¹²² Responsable d'une ONG ivoirienne soutenant notamment les homosexuels, entretien téléphonique, 27/09/2021

¹²³ Idibouo C., militant ivoirien et consultant pour NANHRI, entretien téléphonique, 10/09/2021

¹²⁴ Simporé S., directeur des communications et de la gestion des connaissances à l'ISDAO, entretien téléphonique, 06/09/2021

2.1.3.6. Camp religieux

Certains jeunes chrétiens évangéliques ou musulmans prennent l'initiative de se rendre dans un camp de redressement religieux. D'autres se voient imposer un séjour dans ce camp par leur famille. L'objectif de cet internement est d'éviter le déshonneur de la famille. Des consommateurs de drogues, des personnes séropositives et des personnes atteintes de handicap mental y séjournent également. Cet internement, qui peut durer jusqu'à six mois, vise à faire cesser le comportement jugé déviant de la personne au moyen de méthodes éprouvantes (jeûnes, prières interminables, conditions d'existence précaires dans ces camps)¹²⁵. Le responsable d'une ONG ivoirienne soutenant notamment les homosexuels ne dispose d'aucun témoignage de réussite d'un séjour dans un tel camp¹²⁶.

2.1.3.7. Les représentations en fonction des lieux

Un rapport publié par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (United Nations Children's Fund, UNICEF) en 2020 note que les discriminations et violences envers les jeunes homosexuels sont particulièrement observées dans des « milieux ruraux et des quartiers périurbains »¹²⁷.

Matthew Thomann, docteur en anthropologie et auteur en 2014 d'une thèse sur le milieu homosexuel à Abidjan, enseigne à l'Université du Maryland (Etats-Unis). Selon les représentations des pairs-éducateurs (eux-mêmes issus du groupe qu'ils conseillent¹²⁸) parmi les homosexuels d'Abidjan qu'il a étudiées, les zones sud de la ville sont tolérantes envers les homosexuels tandis que les zones situées au nord, habitées par des Ivoiriens du nord et des migrants musulmans, sont homophobes et doivent être évitées. Abobo est constamment présenté comme homophobe, dangereux et insécurisé pour les homosexuels, ainsi qu'Adjamé. Marcory et Yopougon sont considérés comme beaucoup plus tolérants¹²⁹.

Des responsables de Secours social rencontrés par l'OFPPRA évoquent quant à eux des discriminations et une précarité plus fortes en dehors d'Abidjan. Le contrôle social et l'interconnexion des habitants impliquent que « tout le monde se connaît » et qu'il convient donc de « se cacher davantage »¹³⁰.

Contacté en septembre 2021, le responsable d'une ONG ivoirienne soutenant notamment les homosexuels constate que dans des villes de moindre importance, la communauté est difficile à atteindre à cause de la stigmatisation sociale. Dans celles-ci, beaucoup de jeunes vivent en famille, sans chambre individuelle. L'habitat est surtout composé de cours communes et très peu de bâtiments comportent des étages. Dès lors, le contrôle social y est bien plus fort qu'à Abidjan par exemple¹³¹.

En 2016, le Cedoca avait demandé à Christophe Broqua s'il considérait que la situation était différente en dehors d'Abidjan. Il a fourni la réponse suivante, la confirmant en septembre 2021 :

« Je ne connais pas la situation en dehors d'Abidjan mais je me méfie de l'idée selon laquelle la situation est plus difficile dans les villages. Au Sénégal par exemple, parmi des activistes exfiltrés quelques temps, ceux vivant à Dakar ont eu plus de difficultés à s'y réintégrer que ceux qui sont retournés dans des villes plus petites. Les voies de résolution des conflits peuvent y être plus souples et moins violentes par exemple. Et l'homosexualité peut y être vécue de différentes manières, par exemple comme des formes d'inversion de genre ou des situations qui ne correspondent pas à l'identité de genre mais s'il on n'en parle pas, il n'y a pas de problème. Ces

¹²⁵ Responsable d'une ONG ivoirienne soutenant notamment les homosexuels, entretien téléphonique, 27/09/2021 ; OFPPRA, 07/10/2020, [url](#)

¹²⁶ Responsable d'une ONG ivoirienne soutenant notamment les homosexuels, entretien téléphonique, 27/09/2021

¹²⁷ UNICEF, 2020, [url](#)

¹²⁸ Les éducateurs (ou éducatrices) de pairs ou pairs-éducateurs sont des agents de sensibilisation par les pairs, membres de la communauté LGBT et recrutés par des ONG ivoiriennes afin de mettre en œuvre des projets, souvent financés par des grandes institutions à vocation internationale : Briard, J.-Y., 2021, [url](#)

¹²⁹ Thomann M., 2016, [url](#)

¹³⁰ OFPPRA, 07/10/2020, [url](#)

¹³¹ Responsable d'une ONG ivoirienne soutenant notamment les homosexuels, entretien téléphonique, 27/09/2021

communautés comprennent moins d'individus et le contrôle social y est plus important mais la situation n'y est pas forcément plus difficile »¹³².

2.1.4. Atteinte aux droits

2.1.4.1. Logement et travail

En 2019, un sondage effectué par l'ONG Gromo (point 2.2.3.4.) sur la vulnérabilité socio-économique des personnes LGBTQI affirme que plus de 70 % d'entre elles sont au chômage. Cette précarité socio-économique conduit très souvent les personnes LGBTI (67 %) à avoir recours à la prostitution¹³³.

Au sein des milieux plus modestes, Stéphane Simporé (ISDAHO) constate lui aussi énormément de sexe transactionnel. Cette pratique très répandue permet à la personne de subvenir à ses besoins. La personne qui propose de l'argent ou des biens en échange de ces rapports sexuels pourra quant à elle maintenir la discrétion autour de sa propre orientation sexuelle¹³⁴.

Ce choix les expose à des risques sanitaires mais aussi à des agressions homophobes sur les lieux de prostitution¹³⁵.

Des témoignages recueillis lors de la mission de l'OFPPRA en 2019 indiquent que des problèmes au niveau du logement peuvent survenir lorsque l'homosexualité d'un locataire est connue. Ainsi, un homosexuel de Yamoussoukro explique que son loyer a été doublé et que son alimentation en eau a été coupée. Cette personne a dû déménager par la suite¹³⁶. Un reportage de Voice of America (VOA) évoque également en 2019 l'expulsion d'un homosexuel de son logement¹³⁷. Le responsable d'une ONG ivoirienne soutenant notamment les homosexuels explique au Cedoca en septembre 2021 que certains habitants de villes comme Bouaké ou Yamoussoukro craignent une « contagion » et font pression sur des propriétaires afin qu'ils expulsent des locataires LGBT¹³⁸. Carlos Idibouo (militant et NANHRI) insiste également sur l'insécurité liée au logement lorsque des jeunes doivent se reloger dans des quartiers précaires et insécurisés ou se retrouvent sans domicile¹³⁹.

Au niveau professionnel, Stéphane Simporé (ISDAHO) affirme que si l'orientation homosexuelle d'une personne est connue, sa candidature ne va pas être retenue. Si cette orientation se révèle une fois que la personne est engagée, cette dernière va être victime de harcèlement et de stigmatisation (rumeurs, sous-entendus, mises à l'écart des projets ou des événements sociaux, etc.). Cette forte pression sociale va l'encourager à quitter son emploi¹⁴⁰.

Un responsable d'Alternative Côte d'Ivoire confirme que les compétences d'un candidat trop efféminé ou d'une candidate trop masculine ne vont pas être analysées, leur apparence physique dérangeant trop¹⁴¹. D'une manière générale, sur le lieu de travail ou durant le parcours scolaire, il convient toujours de dissimuler son orientation homosexuelle, de faire attention et d'avoir une « couverture », consistant par exemple à se montrer de temps en temps avec un partenaire du sexe opposé¹⁴².

¹³² Broqua C., anthropologue, chercheur au CNRS et à l'IMAF, entretien téléphonique, 05/02/2016 ; Broqua C., anthropologue, chercheur au CNRS et à l'IMAF, courrier électronique, 14/09/2021

¹³³ ONG Gromo, 01/07/2019

¹³⁴ Simporé S., directeur des communications et de la gestion des connaissances à l'ISDAO, entretien téléphonique, 06/09/2021

¹³⁵ OFPPRA, 07/10/2020, [url](#)

¹³⁶ OFPPRA, 07/10/2020, [url](#)

¹³⁷ VOA, 08/10/2019, [url](#)

¹³⁸ Responsable d'une ONG ivoirienne soutenant notamment les homosexuels, entretien téléphonique, 27/09/2021

¹³⁹ Idibouo C., militant ivoirien et consultant pour le NANHRI, entretien téléphonique, 10/09/2021

¹⁴⁰ Simporé S., directeur des communications et de la gestion des connaissances à l'ISDAO, entretien téléphonique, 06/09/2021

¹⁴¹ Kahi J., chargé de suivi et évaluation à Alternative Côte d'Ivoire, entretien téléphonique, 17/09/2021

¹⁴² Kahi J., chargé de suivi et évaluation à Alternative Côte d'Ivoire, entretien téléphonique, 17/09/2021

Le responsable d'une ONG ivoirienne soutenant notamment les homosexuels souligne également que le lieu de travail n'est pas un lieu de sociabilité pour les LGBT¹⁴³.

2.1.4.2. Lutte contre le VIH/Sida

Le taux de prévalence du VIH/Sida en Côte d'Ivoire en 2018 est de 2,6 % chez les adultes¹⁴⁴.

Le Programme commun des Nations unies sur le VIH/Sida (ONUSIDA) définit les populations clés comme étant les plus vulnérables au VIH/Sida et les moins aptes à accéder à des services de santé adéquats. Les hommes qui ont des rapports sexuels avec d'autres hommes en font partie¹⁴⁵. Dans le milieu des ONG travaillant en faveur des LGBT, les gays et hommes bisexuels sont souvent regroupés sous le terme HSH (homme ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes) – ou son équivalent anglophone MSM (*Men who have sex with men*). Comme le souligne un article s'intéressant aux pairs-éducateurs et publié dans une revue de psychologie en 2021, ces catégories de populations clés ne sont pas disjointes. Selon le témoignage d'un pair-éducateur du milieu des « usagers de drogue », la moitié environ de ses pairs se déclarent aussi LGBT lors du dépistage¹⁴⁶.

Selon les données d'une étude publiée en 2016, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes résidant dans la ville d'Abidjan sont les plus infectés par le VIH/Sida (29,34 %), suivis successivement de ceux de Yamoussoukro (10 %), Gagnoa (4,67 %), Agboville (4,50 %) et de Bouaké (3,43 %)¹⁴⁷. Dans les villes de Divo, Abengourou, Bouaflé, Daloa et Korhogo, le taux de prévalence serait autour de 6,4 %¹⁴⁸.

Lors d'un entretien téléphonique le 7 mai 2014, le Cedoca avait demandé à Christophe Broqua si les centres de santé collaborant avec des associations étaient accessibles aux homosexuels. Pour lui, les personnes concernées peuvent avoir des réticences à se rendre dans un service spécialisé où elles pourraient être reconnues. Il faut également avoir connaissance de ce lieu et pour ce faire, « jouer » avec la ville et se déplacer dans d'autres lieux que ceux qu'elles ont l'habitude de fréquenter¹⁴⁹. Il a confirmé ce constat en septembre 2021¹⁵⁰. Ainsi, une étude publiée en 2016 souligne que 22 % des répondants ne fréquentent pas de structures sanitaires de peur que leur orientation sexuelle soit découverte¹⁵¹.

Une enquête par téléphone auprès de 518 homosexuels, réalisée en 2018 par une équipe de chercheurs français et ivoiriens, porte notamment sur la connaissance, la pratique, la satisfaction et les préférences concernant les offres de dépistage. Un peu moins de la moitié des sondés a déclaré connaître un lieu de dépistage. Par ailleurs :

« [E]n termes de préférences, 37 % des enquêtés ont déclaré préférer les lieux de dépistage indifférenciés (c.-à-d. accueillant tout type de patient), 34 % les lieux communautaires et 29 % sans préférence. Ceux préférant le dépistage communautaire mentionnaient une meilleure écoute et s'y sentir plus en confiance, notamment du fait de la présence d'autres HSH. À l'inverse, ceux préférant une offre généraliste mentionnaient le manque de discrétion et d'anonymat des offres communautaires et vouloir éviter le regard des autres »¹⁵².

¹⁴³ Responsable d'une ONG ivoirienne soutenant notamment les homosexuels, entretien téléphonique, 27/09/2021

¹⁴⁴ ONUSIDA, s.d., [url](#)

¹⁴⁵ BBC, 06/11/2019, [url](#)

¹⁴⁶ Briard J.-Y., 2021, [url](#)

¹⁴⁷ Enda Santé, John Hopkins, ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, 06/2016, [url](#)

¹⁴⁸ ROPC-CI, 09/2021

¹⁴⁹ Broqua C., anthropologue, chercheur au CNRS et à l'IMAF, entretien téléphonique, 07/05/2014

¹⁵⁰ Broqua C., anthropologue, chercheur au CNRS et à l'IMAF, courrier électronique, 14/09/2021

¹⁵¹ Enda Santé, John Hopkins, ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, 06/2016, [url](#)

¹⁵² Inghels M., et al., 09/11/2020, [url](#)

Stéphane Simporé (ISDAO) estime qu'il existe énormément d'infrastructures qui proposent des prestations aux personnes atteintes du VIH/Sida, notamment au sein d'organisations dirigées par des homosexuels. Il ne constate aucune différence entre les patients hommes ou femmes¹⁵³.

La Clinique confiance, ouverte en 1992, est gérée par l'Espace confiance, une ONG qui oriente ses activités notamment vers les populations clés¹⁵⁴. Elle est située dans le quartier Biétry de la commune de Cocody¹⁵⁵. L'ONG Espace confiance, en plus de la Clinique confiance, gère cinq autres centres de santé qui effectuent de la prévention et de la sensibilisation¹⁵⁶.

Selon une étude conjointe des AMSHeR et AIDS Accountability International, publiée en mars 2015, portant sur les programmes de santé à destination des homosexuels, douze organisations de la société civile, cliniques ou points de prestation de services, offrent des soins de santé aux homosexuels : Clinique confiance (zone 4, Marcory, Abidjan), Clinique ruban rouge (Yopougon, Abidjan), ASAPSU (Abidjan et Yamoussoukro)¹⁵⁷, RSB (Bouake)¹⁵⁸, GBH (Abengourou)¹⁵⁹, SAPHARM (Daloa)¹⁶⁰, IDE Afrique (Man)¹⁶¹, CEEDeB (Guiglo)¹⁶², FromagerSida stop (Gagnoa), APROSAM (San-Pedro)¹⁶³ et Notre grenier (Bondoukou)¹⁶⁴.

Un rapport d'Alternative Côte d'Ivoire en 2019 indique que le droit à la santé des minorités sexuelles est « banalisé »¹⁶⁵.

Lucien Gnizako Lago (Secours social) considère en 2021 que la prise en charge des personnes homosexuelles vivant avec le VIH/Sida est assurée et gratuite. Des centres de santé communautaires sont gérés par des membres de la communauté LGBT et des médecins *gayfriendly* pratiquent dans d'autres structures, notamment suite à des formations¹⁶⁶.

Selon un responsable d'Alternative Côte d'Ivoire, au-delà des faiblesses générales du système de santé ivoirien (manque de personnel, déséquilibre de l'offre entre les villes et les campagnes), la prise en charge des hommes qui ont des rapports sexuels avec d'autres hommes « ne cause aucun souci ». Toutefois, certains craignent toujours des stigmatisations ou des discriminations et sont réticents à l'idée de fréquenter des centres de santé dédiés aux homosexuels ou des centres de santé publics¹⁶⁷.

Puisque les populations clés des programmes de lutte contre le VIH/Sida sont les HSH, les professionnels du sexe et les consommateurs de drogues injectables, ou encore les personnes transgenres et les personnes incarcérées ou en détention¹⁶⁸, les lesbiennes bénéficient par contre de beaucoup moins d'attention¹⁶⁹.

¹⁵³ Simporé S., directeur des communications et de la gestion des connaissances à l'ISDAO, entretien téléphonique, 06/09/2021

¹⁵⁴ Le Monde (Benkimoun P.), 15/04/2015, [url](#)

¹⁵⁵ BBC, 06/11/2019, [url](#)

¹⁵⁶ BBC, 06/11/2019, [url](#)

¹⁵⁷ Association de soutien à l'autopromotion sanitaire et urbaine

¹⁵⁸ Renaissance santé Bouake

¹⁵⁹ Groupe biblique des hôpitaux - Abengourou

¹⁶⁰ Service assistance pharmaceutique et médicale

¹⁶¹ Initiative développement - Afrique

¹⁶² Centre d'éveil et d'encadrement pour le développement à la base

¹⁶³ Association pour la promotion de la santé de la femme, de la mère, de la famille et de l'enfant

¹⁶⁴ AMSHeR, AIDS Accountability International, 03/2015, [url](#)

¹⁶⁵ Alternative Côte d'Ivoire, 17/07/2018

¹⁶⁶ Gnizako L. L., président de Secours social, entretien téléphonique, 14/09/2021

¹⁶⁷ Kahi J., chargé de suivi et évaluation à Alternative Côte d'Ivoire, entretien téléphonique, 17/09/2021

¹⁶⁸ Le Fonds mondial, s.d., [url](#)

¹⁶⁹ AMSHeR, et al, 10/2012, [url](#) ; Hermann F., directeur exécutif d'Africa Sunrise, entretien téléphonique, 24/09/2021 ; Alternative Côte d'Ivoire, 23/04/2020, [url](#)

Enfin, une analyse de la situation des enfants et des femmes en Côte d'Ivoire, publiée par l'UNICEF en 2020, affirme que :

« [I]es discriminations et la non-inclusion des adolescents et des jeunes LGBTI dans les politiques publiques ont des conséquences graves sur leur santé et celle de leurs proches [...]. En outre, elles créent chez nombre d'entre eux des barrières émotionnelles et psychologiques néfastes pour leur développement et leur équilibre sur le long terme »¹⁷⁰.

2.2. Visibilité

2.2.1. Liberté d'expression

Selon plusieurs observateurs tels que Christophe Broqua et un ancien chercheur indépendant sur les questions LGBT en Afrique de l'Ouest qui souhaite rester anonyme pour des raisons de sécurité, la tolérance vis-à-vis de l'homosexualité est souvent conditionnée à son invisibilité. Ainsi, un homme efféminé, qui ne présente pas les caractéristiques traditionnelles de la masculinité, sera plus susceptible de rencontrer des difficultés. Dans ce contexte, la discrétion reste la règle d'or, acceptée par la plupart des homosexuels. Dès lors, vivre une homosexualité ne présente pas de risques tant que cela n'est pas montré. Cette discrétion peut concerner l'apparence, la gestuelle, la façon de parler ou encore en faisant attention aux relations visibles. Il est donc plus facile de vivre si l'on ne présente pas de caractéristique visible de cette orientation sexuelle et si on accepte de mener une double vie (mariage, enfants, etc.). Cette règle générale d'acceptation au moyen de la discrétion connaît toutefois de nombreuses exceptions et n'empêche pas certains homosexuels d'être confrontés à d'importantes formes d'hostilité voire de violence¹⁷¹.

A ce propos, 57,7 % des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, interrogés dans le cadre d'une enquête téléphonique réalisée en 2018 par Christophe Broqua et Joseph Larmarange, affirment envisager de se marier avec une femme¹⁷².

Cette stratégie de dissimulation ou de camouflage continue à se pratiquer, comme en témoigne une personne rencontrée par l'OFPRA au Secours social en 2019¹⁷³.

Lors de discussions avec le Cedoca en mai 2014 et en septembre 2021, Christophe Broqua insiste sur le fait que cacher son homosexualité n'est pas un problème du point de vue des homosexuels ivoiriens, voire africains. Ainsi, ceux-ci peuvent avoir une vie parallèle, homosexuelle, sans vouloir revendiquer publiquement quoi que ce soit, et sans y voir un inconvénient. Dans ces circonstances, beaucoup de familles sont au courant de l'homosexualité de l'un des leurs et l'acceptent. Les gens savent, mais n'en parlent pas. La force du contrôle social dans un pays africain comme la Côte d'Ivoire implique que l'entourage d'un homosexuel, qui ne se marie pas ou qui fréquente d'autres homosexuels, connaîtra l'orientation sexuelle de son proche, mais ce n'est pas pour autant qu'il en parlera. Ce silence, volontaire et calculé, permet d'éviter des difficultés. Tant que ce qui est connu n'est pas verbalisé, cela est accepté¹⁷⁴.

La visibilité des lieux de rencontre est abordée au chapitre 2.2.2. En ce qui concerne les événements plus ponctuels, l'ONG Gromo a organisé en mai 2021 le premier festival consacré au combat LGBTQI+.

¹⁷⁰ UNICEF, 2020, [url](#)

¹⁷¹ Ancien chercheur indépendant sur les questions LGBT en Afrique de l'Ouest, entretien téléphonique, 02/05/2014 ; Broqua C., anthropologue, chercheur au CNRS et à l'IMAF, entretien téléphonique, 07/05/2014 ; Broqua C., anthropologue, chercheur au CNRS et à l'IMAF, courrier électronique, 14/09/2021

¹⁷² Broqua C., 22/01/2021, [url](#)

¹⁷³ OFPRA, 07/10/2020, [url](#)

¹⁷⁴ Broqua C., anthropologue, chercheur au CNRS et à l'IMAF, entretien téléphonique, 07/05/2014 ; Broqua C., anthropologue, chercheur au CNRS et à l'IMAF, courrier électronique, 14/09/2021

Ce festival « Awawale 2021 » (Vivre ensemble dans la diversité), qui s'est tenu à la Fabrique culturelle (Abidjan, Cocody), proposait différentes activités (débat, stands d'expositions, concours et concert)¹⁷⁵.

Les études de terrain d'un responsable d'une ONG ivoirienne soutenant notamment les homosexuels l'ont convaincu que beaucoup de jeunes ont du mal à s'accepter, sont en quête de sens afin de savoir pourquoi ils ressentent une telle attirance¹⁷⁶.

2.2.2. Lieux de rencontre

2.2.2.1. Internet

En 2015, Matthew Thomann et d'autres chercheurs ont mené une enquête auprès de 105 personnes issues de minorités sexuelles à Abidjan. Presque la moitié des personnes interrogées ont répondu trouver des partenaires principalement en ligne. Les trois quarts ont déclaré avoir trouvé au moins un partenaire en ligne. L'une des principales motivations pour utiliser les sites en ligne est la possibilité de préserver et de gérer la discrétion et l'anonymat, ce qui permet d'éviter la discrimination et la violence. Bien que secondaires par rapport à leurs stratégies de gestion de ce risque social, les participants ont également déclaré utiliser les fonctions de profil des sites en ligne pour filtrer les partenaires qu'ils percevaient comme présentant un risque pour leur vie privée ou pour leur santé sexuelle¹⁷⁷.

Dans l'enquête téléphonique réalisée en 2018 par Christophe Broqua et Joseph Larmarange, 73,7 % des hommes interrogés affirment avoir rencontré des amis homosexuels par Internet¹⁷⁸.

L'Université Caroline du Nord (UNC) a mandaté Enda Santé pour la mise en œuvre d'une cartographie des sites fréquentés par des HSH à Abidjan. Dans ce cadre, 3.045 personnes issues des dix communes de la ville ont été interrogées. Il en ressort que les sites Internet et les applications utilisées par cette population sont Facebook (30,7 %), Planet Roméo (29,9 %), Grindr (17,6 %), WhatsApp (15,3 %), Imo (4,2 %) et autres (2,3 %). Environ 67 % des personnes interrogées utilisent quotidiennement ces sites et 97 % répondent chercher prioritairement des partenaires sexuels¹⁷⁹.

2.2.2.2. Soirées

Selon l'étude publiée en 2016 par l'ONG Enda Santé, l'Université John Hopkins et le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, 76,79 % des personnes interrogées estiment que les villes étudiées disposent de lieux sûrs de socialisation¹⁸⁰.

Dans l'enquête quantitative téléphonique réalisée en 2018 par Christophe Broqua et Joseph Larmarange, 48,8 % des hommes interrogés affirment fréquenter des bars ou des clubs dans lesquels des homosexuels se réunissent¹⁸¹.

Il ressort de l'étude menée par Enda Santé en 2017 que la typologie des sites (entendus comme des endroits de socialisation et/ou de rencontre de partenaires sexuels) est diverse mais que « dans la ville d'Abidjan les principaux types de sites sont les bars formels (31,5 %), les maquis (24,7 %) et les

¹⁷⁵ RFI, 16/05/2021, [url](#)

¹⁷⁶ Responsable d'une ONG ivoirienne soutenant notamment les homosexuels, entretien téléphonique, 27/09/2021

¹⁷⁷ Critical Public Health (Thomann M., et al.), 2020, [url](#)

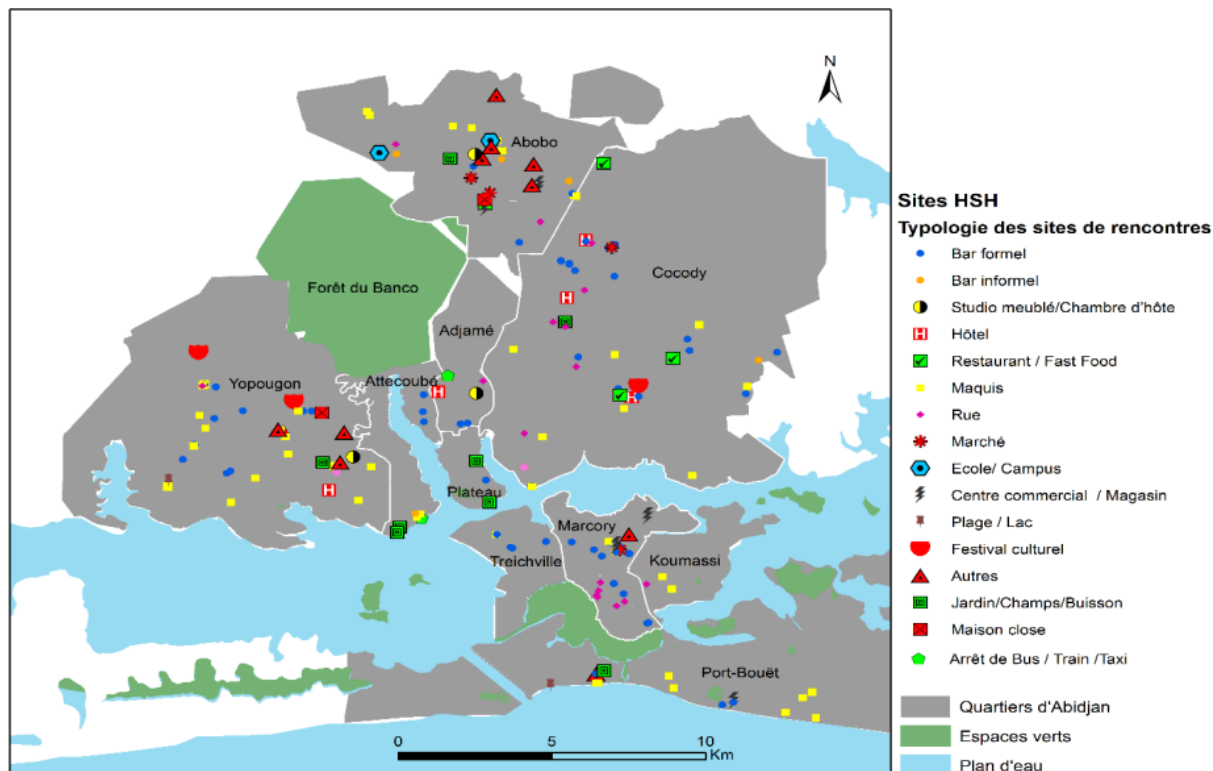
¹⁷⁸ Broqua C., Larmarange J., à paraître

¹⁷⁹ Enda Santé, 04/2017, [url](#)

¹⁸⁰ Enda Santé, John Hopkins, ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, 06/2016, [url](#)

¹⁸¹ Broqua C., Larmarange J., à paraître

domiciles (12 %) ». Les plus grosses affluences sont enregistrées les week-ends¹⁸². La typologie des sites à Abidjan est représentée par la carte suivante :



Répartition des sites par type dans la ville d'Abidjan¹⁸³

Deux bars sont souvent cités comme des lieux de rassemblement de la communauté homosexuelle à Abidjan. Il s'agit du Las Vegas (qui, situé sur le boulevard du Gabon à Marcory, existerait depuis 2017) pour les gays et du Cristaux de menthe pour les lesbiennes, même s'ils sont tous les deux fréquentés par les deux catégories. Aucun écriteau sur les façades n'indique le nom de ces lieux. Par contre, la police est au courant de la particularité du bar Las Vegas et effectue régulièrement des patrouilles afin de sécuriser les lieux¹⁸⁴.

D'autres lieux moins connus existent à Abidjan¹⁸⁵, comme le Sass Bar selon Reuters¹⁸⁶.

Une ville de moindre envergure comme San Pedro ne comporte aucun bar gay selon un responsable associatif de cette ville¹⁸⁷.

Des membres de la communauté homosexuelle se retrouvent également dans des bars et des maquis ordinaires mais doivent respecter, comme l'énonce un responsable d'Alternative Côte d'Ivoire, « les règles fixées par la société », afin de ne pas heurter la sensibilité des autres clients¹⁸⁸. Lucien Gnizako Lago (Secours social) considère que la présence d'homosexuels dérange plus dans les maquis que dans des boîtes de nuit. Il estime que les homosexuels s'amusent comme ils veulent dans les boîtes

¹⁸² Enda Santé, 04/2017, [url](#)

¹⁸³ Enda Santé, 04/2017, [url](#)

¹⁸⁴ Kahi J., chargé de suivi et évaluation à Alternative Côte d'Ivoire, entretien téléphonique, 17/09/2021 ; Idibouo C., militant ivoirien et consultant pour le NANHRI, entretien téléphonique, 10/09/2021

¹⁸⁵ Kahi J., chargé de suivi et évaluation à Alternative Côte d'Ivoire, entretien téléphonique, 17/09/2021

¹⁸⁶ Reuters (Lyngaas S.), 22/03/2017, [url](#)

¹⁸⁷ Hermann F., directeur exécutif d'Africa Sunrise, entretien téléphonique, 24/09/2021

¹⁸⁸ Kahi J., chargé de suivi et évaluation à Alternative Côte d'Ivoire, entretien téléphonique, 17/09/2021

de nuit, tant que cela reste « chic » et que les expressions ne sont pas trop « exagérées » (des gestes trop efféminés, un baiser, autre), auquel cas des problèmes peuvent alors survenir¹⁸⁹.

Enfin, selon plusieurs activistes, la tendance actuelle est d'organiser des soirées dans des résidences privées, situées dans des quartiers résidentiels où le voisinage ne sera pas gêné¹⁹⁰.

2.2.3. Associations

2.2.3.1. Origines et fréquentation

En 2006, le ministère de l'Intérieur a refusé de reconnaître officiellement une association de lesbiennes et de gays. En pleine crise postélectorale en avril 2010, ce même ministère accorde finalement une existence légale à l'ONG Alternative Côte d'Ivoire (point 2.2.3.3.1.), première organisation officiellement reconnue¹⁹¹. Depuis lors, d'autres organisations ont été reconnues ou mènent des activités sans reconnaissance officielle. La plateforme permettant de dénoncer en ligne un cas de violence, gérée par la LIDHO, propose par exemple une liste de dix-huit « ONG identitaires »¹⁹².

Selon l'étude publiée en 2016 par l'ONG Enda Santé, l'Université John Hopkins et le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, 40,81 % des enquêtés ont déclaré appartenir à une ONG communautaire. Ce pourcentage moyen s'élève à 57,26 % pour la seule ville d'Abidjan¹⁹³.

Dans l'enquête téléphonique réalisée en 2018 par Christophe Broqua et Joseph Larmarange, 42,1 % des hommes interrogés affirment connaître des associations d'hommes qui ont des rapports sexuels avec d'autres hommes¹⁹⁴.

2.2.3.2. Enjeux et défis

Le Cedoca a demandé à Fabrice Loukou (Université Houphouët Boigny) son avis sur le milieu associatif ivoirien à propos des questions homosexuelles. Selon lui, les relais entre les organisations qui s'occupent spécifiquement des questions homosexuelles et les organisations de taille plus importante qui travaillent sur l'ensemble des droits humains ne se font pas¹⁹⁵. Une institution telle que le Conseil national des droits de l'homme de Côte d'Ivoire (CNDH), autorité administrative indépendante, n'aborde par exemple pas la question des homosexuels dans ses derniers rapports annuels¹⁹⁶. Ce manque d'engagement des organisations de défense des droits humains est également constaté par un ancien chef de projet d'une ONG de défense des droits des minorités sexuelles en Côte d'Ivoire, contacté par l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) dans le cadre d'un rapport publié en juillet 2021¹⁹⁷.

Qui plus est, toujours selon Fabrice Loukou, les organisations travaillant sur les droits des homosexuels ne s'entendent pas entre elles, ce qui renforce leur isolement¹⁹⁸. Le Réseau ivoirien des organisations

¹⁸⁹ Gnizako L. L., président de Secours social, entretien téléphonique, 14/09/2021

¹⁹⁰ Kahi J., chargé de suivi et évaluation à Alternative Côte d'Ivoire, entretien téléphonique, 17/09/2021 ; Hermann F., directeur exécutif d'Africa Sunrise, entretien téléphonique, 24/09/2021

¹⁹¹ Institut Panos (Zio M.), 08/2017, [url](#)

¹⁹² Protection pour tous, ONG identitaires, s.d., [url](#)

¹⁹³ Enda Santé, John Hopkins, ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, 06/2016, [url](#)

¹⁹⁴ Broqua C., Larmarange J., à paraître

¹⁹⁵ Loukou F., docteur de l'Université Houphouët Boigny, chercheur en droits de l'homme, entretien téléphonique, 24/09/2021

¹⁹⁶ CNDHCI, 2018, [url](#) ; CNDHCI, 2019, [url](#) ; CNDH, 11/12/2020, [url](#)

¹⁹⁷ OSAR, 16/07/2021, [url](#)

¹⁹⁸ Loukou F., docteur de l'Université Houphouët Boigny, chercheur en droits de l'homme, entretien téléphonique, 24/09/2021

LGBT (RIO) a tenté de fédérer quelques associations, sans succès notable¹⁹⁹. La coupole Akwaba²⁰⁰, créée en juin 2018, regroupe une vingtaine d'associations de personnes LGBTI²⁰¹.

Selon Christophe Broqua, il existe aussi une déconnexion entre les organisations dites identitaires et le reste des organisations qui travaillent avec les homosexuels, notamment dans la lutte contre le VIH/Sida. Les partenaires les plus proches des organisations gays sont les organisations de lutte contre le VIH/Sida, qui ne partagent pas nécessairement le point de vue des organisations gays. Il existe un consensus sur la nécessité de lutter contre l'épidémie ; cependant, en ce qui concerne la question des droits, ces organisations estiment généralement que la défense de ces droits dépasse le cadre de leur mission. Toujours selon Christophe Broqua, ce n'est pas un hasard si, à la fin juin 2014, les militants homosexuels de Côte d'Ivoire se sont tournés vers la communauté des organisations de défense des droits humains plutôt que vers la communauté du VIH/Sida pour trouver des alliés officiels qui défendraient leurs droits²⁰².

Selon le directeur des communications et de la gestion des connaissances de l'ISDAO, les associations venant en aide aux homosexuels peuvent travailler en Côte d'Ivoire. Le voisinage connaît l'existence des lieux de rencontre ou associatifs *gayfriendly*, sans causer de tension particulière²⁰³.

2.2.3.3. Associations pionnières

2.2.3.3.1. Alternative Côte d'Ivoire

Alternative Côte d'Ivoire, créée en 2010²⁰⁴, est l'association la plus connue en Côte d'Ivoire. Son siège est installé depuis plusieurs années à Angré (commune de Cocody à Abidjan). Claver Ningwélé Touré, appelé « papy » dans le milieu²⁰⁵, en est le président depuis toujours. Il était auparavant membre de l'organisation Arc-en-ciel plus²⁰⁶.

Alternative mène de très nombreuses activités. Une première série d'activités vise la lutte contre le VIH/Sida : sensibilisation sur les pratiques sexuelles à risque, causeries sur l'infection au VIH/Sida, permanences Internet sur les sites de rencontre, séances de dépistage dans la communauté, suivis médicaux des personnes dépistées positives, suivi communautaire des personnes dépistées positives par les pairs-éducateurs, visites à domicile, réunions de groupes d'auto support, distributions de gel lubrifiant, de préservatifs, de kits alimentaires et hygiéniques. Alternative paie aussi les médicaments prescrits à des personnes indigentes²⁰⁷.

Une seconde série d'activités vise la promotion des droits humains : sensibilisation de proximité pour la promotion des droits, actions vers le grand public, sensibilisation auprès des minorités sexuelles, *grins* (espace de causerie organisé au domicile d'un individu), *focus groups* sur les thématiques des droits humains, permanence pour l'écoute psycho-juridique, référencement et *reporting* des personnes victimes de violences basées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre et séances de groupe de parole de victimes²⁰⁸.

Une troisième série d'activités concerne l'aide au développement ou la médiation : accueil de personnes victimes de rejet de la part de leur famille sur base de leur orientation sexuelle/identité de

¹⁹⁹ Idibouo C., militant ivoirien et consultant pour le NANHRI, entretien téléphonique, 10/09/2021

²⁰⁰ La Coupole Akwaba [Facebook profile], s.d., [url](#)

²⁰¹ Coupole Akwaba, 01/03/2021 ; Coupole Akwaba, 09/2021

²⁰² Broqua C., 22/01/2021, [url](#)

²⁰³ Simporé S., directeur des communications et de la gestion des connaissances à l'ISDAO, entretien téléphonique, 06/09/2021

²⁰⁴ Institut Panos (Zio M.), 08/2017, [url](#)

²⁰⁵ Thomann M., docteur en anthropologie, entretien téléphonique, 16/05/2014

²⁰⁶ Touré C., 09/04/2014 ; Broqua C., 2015

²⁰⁷ Alternative Côte d'Ivoire, *Quelques activités menées par la structure*, s.d.

²⁰⁸ Alternative Côte d'Ivoire, *Quelques activités menées par la structure*, s.d.

genre ou séropositivité, médiation auprès de leur famille pour une réintégration, aide financière pour la mise en place d'activités génératrices de revenus, octroi de bourses d'étude, réinsertion sociale ou professionnelle²⁰⁹. L'ONG organise également des colocations entre personnes vulnérables afin de diminuer les charges²¹⁰. Par ailleurs, lorsqu'un cas de VBG est soumis à l'ONG, un « parajuriste » accompagne la victime chez un médecin afin de recevoir un certificat médical en bonne et due forme pour ensuite se rendre dans un commissariat disposant d'un point focal VBG. Cela permet à la victime de ne pas être stigmatisée, selon un responsable de l'ONG²¹¹.

Toutes ces activités sont gratuites. Le transport ou la collation sont parfois offerts. Ceux qui paient leur droit d'adhésion (10.000 francs CFA) reçoivent une carte de membre. La cotisation annuelle est de 15.000 francs CFA. Celui qui le désire peut s'inscrire sous un pseudonyme²¹².

L'association collabore avec plusieurs centres de santé dont le personnel est sensibilisé et propose des soins aux personnes atteintes d'infections sexuellement transmissibles. À Abidjan, il s'agit d'abord de la clinique d'Espace confiance à Biétry en Zone 4. Cette clinique est la plus active. Elle fut la première institution médicale à travailler avec des professionnels du sexe homosexuels dès 2004, puis avec les particuliers dès 2007. Il y eut ensuite la clinique Ruban rouge et l'ONG Côte d'Ivoire prospérité à Yopougon ainsi que l'ASAPSU à Abobo²¹³.

Alternative travaille également avec des centres de santé publics : l'hôpital général de Dabou, le centre communautaire de Blockoss à Cocody et la maternité Thérèse Houphouët Boigny d'Adjamé²¹⁴.

2.2.3.3.2. Arc-en-ciel plus

Cette ONG a été créée en 2003²¹⁵. Carlos Idibouo l'a dirigée de 2003 à 2006, Elvis Gnao en assure la direction actuelle²¹⁶. Son siège est à Attécoubé/Abobodoumé, non loin du 37^{ème} arrondissement²¹⁷.

Les interventions de cette association se déclinent en trois domaines : prévention VIH/Sida et prise en charge médicale et psychosociale des séropositifs, hébergement des homosexuels rejetés par leur famille et plaidoyer. Ce dernier prend la forme de médiations auprès des familles et d'accompagnement lors de procédures auprès des autorités policières et judiciaires²¹⁸.

Les zones d'interventions sont les régions et districts sanitaires suivants : Abidjan 1 (Attécoubé, Plateau, Adjamé, Yopougon Est, Yopougon Ouest-Songon), Abidjan 2 (Abobo Est, Abobo Ouest), Grands Ponts (Dabou), Agnéby Tiassa Mé (Adzopé, Akoupé, Agboville, Tiassalé) et Sud Comoé (Aboisso, Bonoua, Grand-Bassam)²¹⁹.

Il est de notoriété publique dans le « milieu » que cette association a été confrontée à de graves problèmes de gouvernance. Deux responsables de l'association ont emporté une importante somme d'argent. Selon un ancien chercheur indépendant sur les questions LGBT en Afrique de l'Ouest et

²⁰⁹ Alternative Côte d'Ivoire, *Quelques activités menées par la structure*, s.d.

²¹⁰ Kahi J., chargé de suivi et évaluation à Alternative Côte d'Ivoire, entretien téléphonique, 17/09/2021

²¹¹ Kahi J., chargé de suivi et évaluation à Alternative Côte d'Ivoire, entretien téléphonique, 17/09/2021

²¹² Touré C., directeur exécutif d'Alternative Côte d'Ivoire, courrier électronique, 12/02/2016 ; Kahi J., chargé de suivi et évaluation à Alternative Côte d'Ivoire, entretien téléphonique, 17/09/2021 ; Alternative Côte d'Ivoire, 21/04/2020, [url](#)

²¹³ Alternative Côte d'Ivoire, *Quelques activités menées par la structure*, s.d.

²¹⁴ Touré C., directeur exécutif d'Alternative Côte d'Ivoire, courrier électronique, 12/02/2016

²¹⁵ Arc-en-ciel plus, *Présentation de l'ONG Arc-en-ciel plus*, 2021

²¹⁶ Idibouo C., militant ivoirien et consultant pour le NANHRI, entretien téléphonique, 10/09/2021

²¹⁷ DIC Arc-en-ciel plus [Facebook profile], s.d., [url](#)

²¹⁸ Arc-en-ciel plus, *Présentation de l'ONG Arc-en-ciel plus*, 2021

²¹⁹ Arc-en-ciel plus, *Présentation de l'ONG Arc-en-ciel plus*, 2021

Matthew Thomann, interrogés par le Cedoca en 2014 et 2016, cet incident a éloigné de nombreux bailleurs de fonds, à la suite de quoi l'association a connu des difficultés financières²²⁰.

Actuellement, outre l'autofinancement, plusieurs bailleurs de fonds, ivoiriens ou internationaux, aident cette ONG²²¹.

2.2.3.3.3. Secours social

L'association Secours social a son siège à Bouaké, dans le quartier Belle-Ville 2. L'association mène parfois des activités aux alentours de Bouaké, comme à Béoumi, Sakassou et Katiola. Elle dispose également d'un relais à Korhogo²²².

Son président est Lucien Gnizako Lago. Selon ce dernier, l'association a été créée en 2009 mais a reçu une autorisation préfectorale en septembre 2010. Pour être membre, il faut payer un droit d'adhésion et être LGBT ou *gayfriendly*²²³.

Secours social organise quatre types d'activités : communication pour le changement de comportement, groupe d'autosupport pour les homosexuels ou leurs parents, visite à domicile et promotion des droits des LGBT et de l'égalité du genre. Cette association travaille aussi avec deux cliniques partenaires. Elle est en contact avec les deux associations abidjanaises précitées²²⁴.

En cas de rejet familial d'un homosexuel, l'ONG documente le cas et entre en contact avec les parents de la victime pour entamer une médiation. Pendant ce temps, la victime peut être hébergée dans le drop-in center (voir point 2.2.3.5.) de Bouaké. L'ONG Secours social lui fournit de la nourriture. L'ONG peut aussi essayer de trouver un travail à la victime ou lui permettre de déménager dans une autre ville²²⁵.

Secours social collabore avec la clinique Renaissance santé Bouaké (RSB), qui s'est engagée depuis 1993 dans la réponse communautaire à la pandémie du VIH/SIDA²²⁶.

2.2.3.4. Associations plus récentes

L'ONG Gromo a été créée en mars 2018. Elle est située dans la cité Angré les Oscars, dans la commune de Cocody (Abidjan). Selon cette ONG, le terme Gromo désigne la communauté LGBTQI en woubikan²²⁷. Elle organise des activités pour la promotion des droits fondamentaux des personnes LGBTQI, suit les cas de violence et organise des activités de sensibilisation sur le VIH/Sida. Par ailleurs, cette ONG se focalise sur l'émancipation économique des personnes LGBTQI²²⁸.

L'ONG Africa Sunrise²²⁹ a été créée en 2017 à San Pedro. Les réunions se déroulent chaque semaine chez un particulier. Cette association se finance grâce à quelques mécènes membres de la communauté locale. Pour aider certaines personnes à acquérir une autonomie financière, un gérant de salon de coiffure pourra par exemple engager en priorité des membres de cette association²³⁰.

²²⁰ Ancien chercheur indépendant sur les questions LGBT en Afrique de l'Ouest, entretien téléphonique, 02/05/2014 ; Thomann M., docteur en anthropologie, courrier électronique, 05/02/2016

²²¹ Arc-en-ciel plus, *Présentation de l'ONG Arc-en-ciel plus*, 2021

²²² Gnizako L. L., président de Secours social, entretien téléphonique, 14/09/2021

²²³ Gnizako L. L., président de Secours social, entretien téléphonique, 15/02/2016

²²⁴ Gnizako L. L., président de Secours social, courrier électronique, 08/05/2014, 01/02/2016

²²⁵ Gnizako L. L., président de Secours social, entretien téléphonique, 14/09/2021

²²⁶ Plateforme ELSA, s.d., [url](#)

²²⁷ Soucieuse de se reconnaître et de communiquer sans être comprise par des personnes extérieures, la communauté des branchés de Côte d'Ivoire a développé une langue clandestine appelée le « woubikan » : Thomann M., 2016, [url](#)

²²⁸ ONG Gromo, 25/07/2021 ; ONG Gromo [Facebook profile], s.d., [url](#)

²²⁹ Africa Sunrise [Facebook profile], s.d., [url](#)

²³⁰ Hermann F., directeur exécutif d'America Sunrise, entretien téléphonique, 24/09/2021

D'autres associations sont actives à Abidjan : Afrik'horizon, Anonyme, Béra, Ombre et Lumière²³¹ et La relève²³².

Ailleurs dans le pays, les associations sont les suivantes : Taxabia à Grand Bassam, Liképka à Bouaflé²³³, Yassoua et All Inside²³⁴ à Yamassoukro, African New Craft à Daloa²³⁵, Womienplin à Korhogo²³⁶ et Cœur en couleur à Dabou²³⁷.

Enfin, certaines associations se focalisent sur les droits des lesbiennes, comme Joie de vivre à l'aise (JOVIAL) à Abidjan ou Tchê Ni Mouso Djasso de Bouaké (TMDB) à Bouaké²³⁸.

2.2.3.5. Drop-in centers

Plusieurs *drop in centers* (DIC), ou centres d'accueil, ont été financés par l'organisation américaine Family Health International (FHI360), qui en a délégué ensuite la gestion à différentes structures. Les différents DIC en activité se trouvent dans les villes suivantes : Attécoubé²³⁹, Bouaké²⁴⁰, Cocody, Yopougon²⁴¹, Grand-Bassam et Aboisso²⁴².

Arc-en-ciel plus gère par exemple depuis mars 2020 le DIC, aussi appelé « centre de convivialité », dans la commune d'Attécoubé. Il est situé à Abobo Doumé, non loin du commissariat du 37^{ème} arrondissement. Ce centre propose des sensibilisations, des dépistages, des mises sous traitement, une écoute psychologique, de la documentation des cas de VBG, du suivi psychologique et la distribution de préservatifs et de gels lubrifiants. Il est équipé d'une salle de jeux et de chambres d'hébergement. Il est accessible tous les jours de 8h à 16h²⁴³.

3. Contexte socio-politique

3.1. Situation générale du pays

L'élection présidentielle du 31 octobre 2020 a permis au président Alassane Ouattara d'être réélu pour un troisième mandat controversé²⁴⁴. Des violences politiques et intercommunautaires ont accompagné ces élections et ont causé la mort de plus de 50 personnes selon Human Rights Watch (HRW)²⁴⁵.

Les deux précédents mandats d'Alassane Ouattara ont été marqués par une croissance macroéconomique exceptionnelle mais n'ont pas empêché une pauvreté persistante²⁴⁶.

²³¹ Ombre et Lumière [Facebook profile], s.d., [url](#)

²³² Coupole Akwaba, 09/2021

²³³ Coupole Akwaba, 09/2021

²³⁴ All Inside [Facebook profile], s.d., [url](#)

²³⁵ Africa Gay Rights, s.d., [url](#)

²³⁶ ONG Womienplin de Korhogo [Facebook profile], s.d., [url](#)

²³⁷ Coupole Akwaba, 09/2021

²³⁸ Coupole Akwaba, 09/2021

²³⁹ DIC Arc-en-ciel plus [Facebook profile], s.d., [url](#)

²⁴⁰ DIC Enda Santé Bouaké [Facebook profile], s.d., [url](#)

²⁴¹ Espace confiance - DIC Yopougon [Facebook profile], s.d., [url](#)

²⁴² Kahi J., chargé de suivi et évaluation à Alternative Côte d'Ivoire, entretien téléphonique, 17/09/2021

²⁴³ Dic Arc En Ciel plus [Facebook profile], s.d., [url](#)

²⁴⁴ AI, 06/04/2021, [url](#)

²⁴⁵ HRW, 02/12/2020, [url](#)

²⁴⁶ Brice Bado A., 2021, [url](#)

Selon un sondage réalisé en novembre 2019 par deux instituts ivoiriens qui se sont intéressés à diverses problématiques du pays, les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face sont d'ordre socio-économique (chômage, infrastructures routières, éducation, santé)²⁴⁷.

L'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo a été acquitté par la Cour pénale internationale et est rentré en Côte d'Ivoire en juin 2021, après huit ans en détention provisoire à La Haye et deux ans en résidence surveillée à Bruxelles²⁴⁸. Il a ensuite lancé son nouveau parti, le Parti des peuples africains - Côte d'Ivoire (PPA-CI), dont il a été élu président²⁴⁹.

Le département d'Etat américain estime la population totale ivoirienne à 27,5 millions d'habitants. Selon le dernier recensement de 2014, 42,9 % de la population est musulmane, 33,9 % est chrétienne et 3,6 % adhère à des croyances religieuses locales²⁵⁰.

Du point de vue sécuritaire, le pays connaît une recrudescence de l'activité criminelle et djihadiste dans le nord depuis juin 2020, en particulier dans la région frontalière de Bounkani²⁵¹. Par ailleurs, des violations des droits humains commises durant la crise post-électorale de 2010-2011 demeurent impunies²⁵². Globalement, la situation sécuritaire s'est améliorée ces dernières années, si bien qu'en septembre 2021, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (United Nations High Commissioner for Refugees, UNHCR) a recommandé aux Etats accueillant des réfugiés ivoiriens de mettre fin à leur statut de réfugié²⁵³.

3.2. Position des acteurs politiques

Dans son rapport de 2017 sur le traitement de l'homosexualité par les médias ivoiriens, l'institut Panos rappelle que les hautes sphères politiques se sont exprimées lors du débat sur le mariage des homosexuels en France en 2013 et que leurs positions « font penser à de la manipulation pour contenter les homophobes qui sont aussi des citoyens électeurs, parfois des leaders d'opinion, des chefs religieux qui ont du monde derrière eux »²⁵⁴.

Interrogé en septembre 2021 à propos de l'attitude des politiciens par rapport à la question de l'homosexualité, Stéphane Simporé (ISDAO) considère que cette question n'est pas institutionnelle ou politique. Elle n'est pas accaparée par des politiciens²⁵⁵.

Un responsable d'Alternative Côte d'Ivoire, contacté en septembre 2021, a expliqué au Cedoca que la communauté LGBTQI invite des parlementaires à des ateliers afin de les confronter aux réalités qu'elle vit et tente par-là de les sensibiliser, voire d'obtenir des « alliés » au sein du Parlement. Par ailleurs, toujours selon cet interlocuteur, le monde politique, dans ses discours, insiste davantage sur les questions de santé publique²⁵⁶.

Le responsable d'une ONG ivoirienne soutenant notamment les homosexuels a quant à lui l'impression que ce sujet est tabou, que les politiciens sont craintifs et en parlent le moins possible. Dans les discours politiques, les HSH ne sont par exemple pas toujours cités parmi les populations clés²⁵⁷.

²⁴⁷ Afrobaromètre, CREFDI, 2019, 07/2020, [url](#)

²⁴⁸ Mediapart (Pigeaud F.), 16/06/2021, [url](#)

²⁴⁹ France 24, 17/10/2021, [url](#)

²⁵⁰ USDOS, 12/05/2021, [url](#)

²⁵¹ Observatory of Illicit Economies in West Africa, 02/09/2021, [url](#)

²⁵² AI, 06/04/2021, [url](#)

²⁵³ ONU info, 07/10/2021, [url](#)

²⁵⁴ Institut Panos (Zio M.), 08/2017, [url](#)

²⁵⁵ Simporé S., directeur des communications et de la gestion des connaissances à l'ISDAO, entretien téléphonique, 06/09/2021

²⁵⁶ Kahi J., chargé de suivi et évaluation à Alternative Côte d'Ivoire, entretien téléphonique, 17/09/2021

²⁵⁷ Responsable d'une ONG ivoirienne soutenant notamment les homosexuels, entretien téléphonique, 27/09/2021

En octobre et novembre 2021, à l'occasion du projet de modification de l'article 226 du Code pénal sur les discriminations (voir point 1.1.2.), certains responsables politiques ont tenu des propos homophobes. Le porte-parole du groupe Ensemble pour la démocratie et la souveraineté (EDS) n'a pas hésité à comparer l'homosexualité avec la zoophilie et la pédophilie²⁵⁸.

3.3. Position des acteurs religieux

Aucune réelle prise de position de la part des acteurs religieux influents sur la question de l'homosexualité n'a été relevée par le Cedoca pour la période couvrant les six derniers mois²⁵⁹.

Lors de l'entretien téléphonique de septembre 2021 avec le Cedoca, Stéphane Simporé (ISDAO) constate l'existence d'un discours « antigène », qui est associé à une résistance aux concepts des droits humains ou des droits de la santé et reproductifs. Par exemple, le droit à l'avortement est combattu par les défenseurs du « droit à la vie ». Ceux-ci condamnent ceux qui ne défendent pas la notion de famille, comme les homosexuels. Ces discours sont portés par des leaders religieux ou des « pseudos intellectuels » selon la source²⁶⁰.

L'homosexualité est souvent citée comme une déviance ou associée à de la prostitution par les leaders religieux locaux, d'après le responsable d'une ONG ivoirienne soutenant notamment les homosexuels²⁶¹. Dans le reportage diffusé en janvier 2020 par la RTBF, tourné à Bouaké, un évangéliste témoigne du fait que son pasteur décrit les homosexuels comme des « maudits »²⁶². Toutefois, Lucien Lago (Secours social) estime que les actions de sensibilisation menées à destination des religieux, en particulier les imams, commencent à porter leurs fruits²⁶³.

²⁵⁸ RFI, 11/11/2021, [url](#)

²⁵⁹ Loukou F., docteur de l'Université Houphouët Boigny, chercheur en droits de l'homme, entretien téléphonique, 24/09/2021 ; responsable d'une ONG ivoirienne soutenant notamment les homosexuels, entretien téléphonique, 27/09/2021

²⁶⁰ Simporé S., directeur des communications et de la gestion des connaissances à l'ISDAO, entretien téléphonique, 06/09/2021

²⁶¹ Responsable d'une ONG ivoirienne soutenant notamment les homosexuels, entretien téléphonique, 27/09/2021

²⁶² RTBF, 18/01/2020, [url](#)

²⁶³ VOA, 08/10/2019, [url](#)

Résumé

La Côte d'Ivoire est un des rares pays de la région ouest-africaine qui ne pénalise pas les actes homosexuels. Toutefois, l'orientation sexuelle et l'identité de genre ne bénéficient d'aucune disposition légales visant la défense de ces droits.

Les rapports annuels d'organisations telles qu'Amnesty International, Freedom House ou le département d'Etat américain de ces deux dernières années ne mentionnent pas de cas de poursuites et/ou de condamnations à l'encontre des homosexuels.

Plusieurs interlocuteurs – chercheurs et activistes dans le domaine des droits des homosexuels – constatent que le comportement des forces de sécurité envers les homosexuels s'améliore, même si cette tendance ne peut être généralisée. Une victime de violence homophobe ne se dirigera pas spontanément vers une institution publique pour y déposer une plainte ou obtenir réparation. Les sources consultées par le Cedoca soulignent que très peu de suivi est accordé à ces rares plaintes introduites.

Selon les sources consultées par le Cedoca, la Côte d'Ivoire n'est pas épargnée par des actes homophobes privés et isolés mais, si on la compare avec ses voisins ouest-africains, ce pays, et plus particulièrement sa capitale économique, se démarque par sa tolérance sociale par rapport à la communauté homosexuelle.

Depuis février 2014, les endroits fréquentés par la communauté homosexuelle n'ont plus été spécifiquement visés par les forces de l'ordre ou par d'autres individus.

De nombreuses associations existent et coordonnent de plus en plus leurs activités, principalement à Abidjan, même si une décentralisation de ces activités touche quelques autres localités. Le milieu se retrouve régulièrement dans certains bars *gayfriendly* ou dans des soirées organisées spécialement pour cette communauté.

Si un individu ne répond pas aux critères dominants de son genre qui lui sont imposés par la société (par exemple si un homme est efféminé), il éprouvera des difficultés supplémentaires et risque d'être ciblé par son entourage familial – cercle social primordial dans la société ivoirienne – ou par le voisinage.

Du point de vue socio-économique, de nombreux homosexuels se retrouvent en difficulté, notamment lorsqu'il s'agit de trouver un logement ou un emploi décent. De nombreuses sources affirment que la prise en charge médicale des homosexuels vivant avec le VIH/Sida peut être assurée, au-delà des difficultés générales inhérentes au système de santé ivoirien.

L'homosexualité s'est retrouvée au-devant de la scène médiatique lors du débat sur le « mariage pour tous » en France. Depuis lors, la presse à sensations traite parfois de ce sujet mais sans incitation homophobe. Ce sujet n'alimente pas de débat politique, si ce n'est lors de rumeurs relatives à la légalisation du mariage homosexuel. La plupart des leaders religieux s'opposent à l'homosexualité, sans inciter à la haine.

Bibliographie

Contacts directs

Ancien chercheur indépendant sur les questions LGBT en Afrique de l'Ouest, entretien téléphonique, 02/05/2014, identité et coordonnées non communiquées pour des raisons de sécurité

Broqua C., anthropologue, chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et membre de l'Institut des mondes africains (IMAF), entretiens téléphoniques, 07/05/2014, 05/02/2016, coordonnées non communiquées pour des raisons de sécurité

Broqua C., anthropologue, chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et membre de l'Institut des mondes africains (IMAF), courrier électronique, 14/09/2021, coordonnées non communiquées pour des raisons de sécurité

Fotso G., directeur des programmes à l'Institut Panos, entretien téléphonique, 20/08/2021, + 221 33 84 91 66 66

Gnizako L. L., président de Secours social, courriers électroniques, 08/05/2014, 01/02/2016, secours.social@yahoo.fr

Gnizako L. L., président de Secours social, entretiens téléphoniques, 15/02/2016, 14/09/2021, + 225 44 41 83 56

Hermann F., directeur exécutif d'Africa Sunrise, entretien téléphonique, 24/09/2021, + 225 08 80 72 47

Idibouo C., militant ivoirien et consultant pour le Network of African National Human Rights Institutions (NANHRI), entretien téléphonique, 10/09/2021, coordonnées non communiquées pour des raisons de sécurité

Kahi J., chargé de suivi et évaluation à Alternative Côte d'Ivoire, entretien téléphonique, 17/09/2021, + 225 27 22 42 68 93

Loukou F., docteur de l'Université Houphouët Boigny à Abidjan, chercheur en droits humains, entretien téléphonique, 24/09/2021, coordonnées non communiquées pour des raisons de sécurité

Responsable d'une organisation non gouvernementale (ONG) ivoirienne soutenant notamment les homosexuels, entretien téléphonique, 27/09/2021, identité et coordonnées non communiquées pour des raisons de sécurité

Simporé S., directeur des communications et de la gestion des connaissances à l'Initiative Sankofa d'Afrique de l'Ouest (ISDAO), entretien téléphonique, 06/09/2021, coordonnées non communiquées pour des raisons de sécurité

Thomann M., docteur en anthropologie, entretiens téléphoniques, 16/05/2014, 05/02/2016, coordonnées non communiquées pour des raisons de sécurité

Touré C., directeur exécutif d'Alternative Côte d'Ivoire, courrier électronique, 12/02/2016, alternativeci@yahoo.fr

Touré C., directeur exécutif d'Alternative Côte d'Ivoire, entretien téléphonique, 14/04/2014, + 225 27 22 42 68 93

Yao J.-M., ancien consultant en droits de l'homme et spécialiste des questions relatives aux LGBT à la Ligue ivoirienne des droits de l'homme (LIDHO), courrier électronique, 04/02/2016, yaokimarc@gmail.com

Sources écrites et audiovisuelles

Africa Gay Rights, *African New Craft*, s.d., <https://www.africa-gay-rights.org/Association/african-new-craft/> [consulté le 16/09/2021]

Africa Sunrise [Facebook profile], s.d., <https://www.facebook.com/Africa-Sunrise-ci-328437727631802/> [consulté le 09/09/2021]

African Men for Sexual Health & Rights (AMShE) (Bamba A.), *Sex between men in the era of HIV in Abidjan: Context, practices and needed interventions*, in *Reflections on sexuality and equality in Africa volume 1*, 2015,

<http://www.amsher.org/wp-content/uploads/Refelctions-on-Sexuality-and-Equilty-In-Africa-Volume1.pdf>
[consulté le 16/12/2015]

African Men for Sexual Health & Rights (AMSHer), *AIDS Accountability International, Côte d'Ivoire, Carte score sur la santé des HSH*, 03/2015, http://www.amsher.org/wp-content/uploads/2015/03/CoteDIvoire_SC_download.pdf [consulté le 16/12/2015]

African Men for Sexual Health and Rights (AMSHer), et al., *Les violations des droits de l'homme sur la base de l'orientation sexuelle et identité de genre en la République de Côte d'Ivoire, Un rapport alternatif*, 10/2012, <http://www.plateforme-elsa.org/structure/Alternative-cote-divoire/> [consulté le 18/07/2014]

Afrique sur 7 (Yala D.), *Légalisation de l'homosexualité en Côte d'Ivoire: Assalé Tiémoko rassure*, 31/10/2021, <https://www.afrique-sur7.ci/482513-homosexualite-cote-divoire-assale> [consulté le 31/10/2021]

Afrobaromètre, « *Tous dans le même bateau* »: *Les Africains tolèrent les autres ethnies, religions, et nationalités, pas l'orientation sexuelle différente*, 19/05/2020, https://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/D%C3%A9p%C3%A0ches/ab_r7_dispatchno362_tolerance_en_afrique_fr.pdf [consulté le 28/09/2021]

Afrobaromètre, Centre de recherche et de formation sur le développement intégré (CREFDI), *Résumé des résultats. Enquête Afrobarometer Round 8 en Côte d'Ivoire*, 2019, 07/2020, https://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Sommaire%20des%20r%C3%A9sultats/cdi-r8-sor_2019.pdf [consulté le 28/09/2021]

Agence France-Presse (AFP), *La Côte d'Ivoire, îlot de tolérance dans un continent homophobe*, 21/01/2014, <http://www.lalibre.be/dernieres-depeches/afp/la-cote-d-ivoire-ilot-de-tolerance-dans-un-continent-homophobe-52de330b357029ad9fcae917> [consulté le 15/07/2014]

Agence ivoirienne de presse (AIP) via Abidjan.net, *L'homosexualité, entrave à la procréation, va propulser la famille "dans un décor total" (Expert)*, 15/02/2015, <http://news.abidjan.net/h/526173.html> [consulté le 20/01/2016]

All Inside [Facebook profile], s.d., <https://www.facebook.com/AllInsideAsbl> [consulté le 09/09/2021]

Alternative Côte d'Ivoire, *Quelques activités menées par la structure*, s.d.

Alternative Côte d'Ivoire, *Rapport alternatif sur le droit des personnes LGBT en Côte d'Ivoire*, 17/07/2018

Alternative Côte d'Ivoire, *Rapport annuel 2020*, 23/04/2020, https://plateforme-elsa.org/wp-content/uploads/2014/04/RAPPORT-ANNUEL-2020-ALTERNATIVE-COTE-DIVOIRE-23_04_2021-JACQUES-KAHI.pdf [consulté le 28/10/2021]

Alternative Côte d'Ivoire, *Rapport de l'attaque du bar Play-boy* [rapport inédit], 2014

Alternative Côte d'Ivoire, *Statuts tels que modifiés lors de l'assemblée générale du 23 novembre 2019*, 21/04/2020, <https://plateforme-elsa.org/wp-content/uploads/2014/04/STATUTS-ET-REGLEMENT-INTERIEUR-JACQUES-KAHI.pdf> [consulté le 28/10/2021]

Amnesty International (AI), *Côte d'Ivoire : La situation en matière de droits humains demeure fragile*, 10/2018, <https://www.amnesty.org/fr/wp-content/uploads/sites/8/2021/05/AFR3197142018FRENCH.pdf> [consulté le 28/09/2021]

Amnesty International (AI), *Côte d'Ivoire | Rapport annuel 2019*, 08/04/2020, <https://www.amnesty.be/infos/rapports-annuels/rapport-annuel-2019/afrique-rapport-annuel-2019/article/cote-ivoire-rapport-annuel-2019> [consulté le 28/10/2021]

Amnesty International (AI), *Côte d'Ivoire : des militants en fuite après une vague d'attaques homophobes*, 29/01/2014, <http://www.amnesty.org/fr/news/cote-d-ivoire-homophobic-attacks-2014-01-29> [consulté le 02/04/2014]

Amnesty International (AI), *Quand aimer devient un crime, la criminalisation des relations entre personnes de même sexe en Afrique subsaharienne*, 25/06/2013, <http://www.amnesty.org/fr/library/asset/AFR01/001/2013/fr/968274d8-3ba3-42bd-b75f-33fbca903271/afr010012013fr.pdf> [consulté le 02/04/2014]

Amnesty International (AI), *Rapport 2020/21: La situation des droits humains dans le monde*, 06/04/2021, <https://www.amnesty.org/fr/wp-content/uploads/sites/8/2021/05/POL1032022021FRENCH.pdf> [consulté le 05/10/2021]

Arc-en-ciel plus, *Description de cas de VBG par l'ONG Arc-en-ciel plus*, 2021

Arc-en-ciel plus, *Présentation de l'ONG Arc-en-ciel plus*, 2021

Assemblée générale des Nations unies, *Protection contre la violence et la discrimination liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre*, 28/07/2020, <https://undocs.org/fr/A/75/258> [consulté le 05/10/2021]

BBC, *Soigner les LGBTQI+ de Côte d'Ivoire, un défi pour la Clinique de Confiance*, 06/11/2019, <https://www.bbc.com/afrique/region-50309174> [consulté le 28/09/2021]

Briard J.-Y., *Le statut ambigu de bénévole des pairs-aidants LGBT travaillant pour la santé sexuelle en Côte d'Ivoire*, in Nouvelle revue de psychosociologie (Da Silva N., Molinier P), *Richesses et ambiguïtés du travail bénévole*, n°32, 2021, <https://www.cairn.info/revue-nouvelle-revue-de-psychosociologie-2021-2-page-19.htm> [consulté le 05/10/2021]

Brice Bado A., *La Côte d'Ivoire au lendemain de l'élection présidentielle*, in *Études*, 02/2021, <https://www.cairn.info/revue-etudes-2021-2-page-19.htm> [consulté le 05/10/2021]

Broqua C., *Homosexuality in Francophone West Africa: The International Context of Local Controversies*, 22/01/2021, <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228637.013.1316> [consulté le 06/09/2021]

Broqua C., Larmarange J., *Prendre les catégories locales au sérieux : l'orientation sexuelle genrée chez les « hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes » en Côte d'Ivoire*, à paraître

Broqua C., *Les pro, les anti et l'international : mobilisations autour de l'homosexualité en Afrique de l'Ouest*, in Tall K., Pommerolle M.-E., Cahen M., *Collective Mobilisations in Africa / Mobilisations collectives en Afrique*, 2015

Commission nationale des droits de l'homme de Côte d'Ivoire (CNDHCI), *Rapport annuel sur l'état des Droits de l'Homme en Côte d'Ivoire 2017*, 2018, <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/Rapport-annuel-sur-%C3%A9tat-des-Droits-de-lHomme-2017.pdf> [consulté le 16/09/2021]

Commission nationale des droits de l'homme de Côte d'Ivoire (CNDHCI), *Rapport annuel 2018 sur l'état des droits de l'homme en Côte d'Ivoire*, 2019, <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/Rapport-annuel-sur-%C3%A9tat-des-Droits-de-lHomme-2018.pdf> [consulté le 16/09/2021]

Conseil national des droits de l'homme (CNDH), *Rapport annuel 2019*, 11/12/2020, <https://cndh.ci/wp-content/uploads/2015/10/RAPPORT-ANNUEL-CNDH-2019.pdf> [consulté le 16/09/2021]

Corey-Boulet R., *Love falls on us. A story of Americans ideas and African LGBT lives*, Zed Books Ltd (Londres), 2019

Crémieux A. (éd.) (Broqua C.), *Les « branchés » sur Internet en Côte d'Ivoire*, in *Homosexualités en Afrique*, Paris : L'Harmattan, 2013

Critical Public Health (Thomann M., et al.), *'The only safe way to find a partner': rethinking sex and risk online in Abidjan, Côte d'Ivoire*, 2020, <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/09581596.2018.1527017> [consulté le 06/09/2021]

Cultuur- en ontspanningscentrum (COC) Nederland (Kugbe Y., Akpokli, S.), *Pour en finir avec les labyrinthes, Portait de nos vécus. Une recherche communautaire sur l'évaluation des besoins prioritaires des communautés lesbiennes, bisexuelles et queer dans six pays francophones d'Afrique de l'Ouest et du Centre*, 2020

Cultuur- en ontspanningscentrum (COC) Nederland (Kugbe Y., Akpolki Sh.), *Analyse contextuelle régionale du mouvement LGBTI en Afrique de l'ouest*, 07/2017

Deutsche Welle (DW), *Recrudescence de l'homophobie en Côte d'Ivoire*, 23/01/2014, <http://www.dw.de/recrudescence-de-lhomophobie-en-c%C3%B4te-divoire/a-17383797> [consulté le 29/02/2016]

DIC Arc-en-ciel plus [Facebook profile], s.d., <https://www.facebook.com/Dic-Arc-En-Ciel-Plus-105718007926096/> [consulté le 15/09/2021]

DIC Enda Santé Bouaké [Facebook profile], s.d., <https://www.facebook.com/DICEndasanteBouake/> [consulté le 15/09/2021]

- Enda Santé, *Cartographie Programmatique et Estimation de la Taille des HSH à Abidjan utilisant la méthode PLACE avancée*, 04/2017, <https://www.fhi360.org/sites/default/files/media/documents/ressource-linkages-cote-abidjan-french-place-april%202017.pdf> [consulté le 03/09/2021]
- Enda Santé, John Hopkins, ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, *Etude biologique et comportementale des IST, du VIH et du sida chez les Hommes ayant des rapports Sexuels avec des Hommes des villes d'Abidjan, Agboville, Bouaké, Gagnoa, et Yamoussoukro*, 06/2016, http://www.endasanteci.org/images/rapport/rapport_IBBS_MSM_2015_2016.pdf [consulté le 03/09/2021]
- Espace confiance - DIC Yopougon [Facebook profile], s.d., https://www.facebook.com/Espace-confiance-DIC-Yopougon-100211695427492/?ref=page_internal&path=%2FEspace-confiance-DIC-Yopougon-100211695427492%2F [consulté le 15/09/2021]
- Ezamaforkor, *Ma woubie* [video], 29/05/2020, <https://www.youtube.com/watch?v=ajL4sdT9jHU> [consulté le 28/09/2021]
- Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), *Analyse de la situation des femmes et des enfants en Côte d'Ivoire 2019, 2020*, <https://cotedivoire.un.org/fr/download/52451/95779> [consulté le 28/10/2021]
- France 24, *Côte d'Ivoire : avec son nouveau parti, Laurent Gbagbo veut "unir les États Africains"*, 17/10/2021, <https://www.france24.com/fr/afrique/20211017-c%C3%B4te-d-ivoire-avec-son-nouveau-parti-laurent-gbagbo-veut-unir-les-%C3%A9tats-africains> [consulté le 05/10/2021]
- France Culture (Epstain N., Ballanger F.), *A bientôt 20 ans, le mariage homosexuel reste interdit un peu partout dans le monde*, 29/02/2020, <https://www.franceculture.fr/societe/a-bientot-20-ans-le-mariage-homosexuel-reste-interdit-un-peu-partout-dans-le-monde> [consulté le 05/10/2021]
- Freedom House (FH), *Freedom in the world 2020. Côte d'Ivoire, 2020*, <https://freedomhouse.org/country/cote-divoire/freedom-world/2019> [consulté le 28/10/2021]
- Freedom House (FH), *Freedom in the world 2021. Côte d'Ivoire, 03/03/2021*, <https://freedomhouse.org/country/cote-divoire/freedom-world/2021> [consulté le 28/10/2021]
- Hellweg J., *Côte d'Ivoire and the New Homophobia: The Autochthonous Ethic and the Spirit of Neoliberalism*, in van Klinken A., Chitando E., *Public Religion and the Politics of Homosexuality in Africa*, 2016, Routledge (Londres)
- Human Rights Watch (HRW), *Côte d'Ivoire : Violences postélectorales et répression*, 02/12/2020, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/12/02/cote-divoire-violences-postelectorales-et-repression> [consulté le 05/10/2021]
- Human Rights Watch (HRW), *Côte d'Ivoire. Événements de 2019*, 14/01/2020, <https://www.hrw.org/fr/world-report/2020/country-chapters/336482> [consulté le 28/10/2021]
- Inghels M., et al., *Perceptions, préférences et recours aux offres communautaires de dépistage du VIH chez les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH) en Côte d'Ivoire*, 09/11/2020, <https://joseph.larmarange.net/?Perceptions-preferences-et-recours> [consulté le 09/09/2021]
- Institut Panos (Zio M.), *Images et voix des minorités sexuelles dans les médias de Côte d'Ivoire. Étude de contenu*, 08/2017, <http://panosmedia.org/sites/default/files/ressources/201711/documents/Etude%20de%20contenu%20mediaLGBTI%20C%C3%B4te%20d%27Ivoire.pdf> [consulté le 28/10/2021]
- Intellivoire, *Un homosexuel ivoirien a été roué de coups par des membres de sa famille suite à la présentation de son amant*, 21/02/2020, <https://intellivoire.net/un-homosexuel-ivoirien-a-ete-roue-de-coups-par-des-membres-de-sa-famille-suite-a-la-presentacion-de-son-amant/> [consulté le 16/09/2021]
- International Lesbian and Gay Association (ILGA), *Homophobie d'Etat. Une enquête mondiale sur la criminalisation, la protection et la reconnaissance de l'amour entre personnes de même sexe*, 05/2013, http://old.ilga.org/Statehomophobia/ILGA_Homophobie_Etat_2013.pdf [consulté le 15/02/2016]
- Jeune Afrique (JA) (Fontaine A.), *Homosexualité : la Côte d'Ivoire, terre d'asile pour les gays?*, 01/07/2013, <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20130701180406/> [consulté le 07/04/2014]

- Jeune Afrique (JA) (Wuilbercq E.), *Côte d'Ivoire : les locaux d'une ONG défendant les droits des homosexuels saccagés*, 06/02/2014, <http://www.jeuneafrique.com/165754/societe/c-te-d-ivoire-les-locaux-d-une-ong-d-fendant-les-droits-des-homosexuels-saccag-s/> [consulté le 15/02/2016]
- Koaci (Kautcha D.), *Côte d'Ivoire : Assemblée Nationale, les députés n'ont adopté en catimini aucune loi relative à légalisation de l'homosexualité*, 23/06/2021, https://www.koaci.com/article/2021/06/23/cote-divoire/societe/cote-divoire-assemblee-nationale-les-deputes-nont-adopte-en-catimini-aucune-loi-relative-a-legalisation-de-lhomosexualite_151961.html [consulté le 09/09/2021]
- Koaci, *Côte d'Ivoire : Dans une affaire de lesbiennes l'opposant à Yvidero, Love Gugu libérée mais condamnée à 3 mois avec sursis et un million d'amende*, 20/08/2021, https://www.koaci.com/article/2021/08/20/cote-divoire/justice/cote-divoire-dans-une-affaire-de-lesbiennes-l-opposant-a-yvidero-love-gugu-liberee-mais-condamnee-a-3-mois-avec-sursis-et-un-million-damende_153343.html [consulté le 16/09/2021]
- La Coupole Akwaba [Facebook profile], s.d., <https://www.facebook.com/lacoupoleakwaba/> [consulté le 27/09/2021]
- La Coupole Akwaba, *Organisations membres de La Coupole Akwaba*, 09/2021
- La Coupole Akwaba, *Qui sommes nous ?*, 01/03/2021
- La Presse (Boisvert M.-A.), *Côte d'Ivoire : « Ici, on rejette l'homosexualité »*, 06/04/2014, <http://www.lapresse.ca/international/afrique/201404/05/01-4754845-cote-divoire-ici-on-rejette-lhomosexualite.php> [consulté le 22/07/2014]
- Le Fonds mondial, *Les populations-clés*, s.d., <https://www.theglobalfund.org/fr/key-populations/> [consulté le 28/10/2021]
- Le Monde (Grisot M.), *En Côte d'Ivoire, une « homophobie silencieuse »*, 14/02/2014, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2014/02/14/en-cote-d-ivoire-une-homophobie-silencieuse_4366455_3212.html [consulté le 15/02/2016]
- Le Monde (Niakaté H.), *« Moi, Carla, ivoirienne et lesbienne »*, 01/05/2018, https://www.lemonde.fr/afrique/video/2018/05/01/moi-carla-ivoirienne-et-lesbienne_5292927_3212.html?utm_term=Autofeed&utm_campaign=Echobox&utm_medium=Social&utm_source=Twitter#link_time=1525169846 [consulté le 15/09/2021]
- Le Pape M., Vidal C., *Libéralisme et vécus sexuels à Abidjan*, in *Cahiers Internationaux de Sociologie*, Vol. 76, 1984, http://www.jstor.org/stable/40690094?seq=1#page_scan_tab_contents [consulté le 03/02/2016]
- Libération (Bantman B.), *Arte, 22h35. « Woubi chéri », documentaire sur les homos de Côte d'Ivoire. Voyage en Afrique gay*, 23/06/1998, http://www.liberation.fr/medias/1998/06/23/arte-22h35-woubi-cheri-documentaire-sur-les-homos-de-cote-d-ivoire-voyage-en-afrique-gay_239412 [consulté le 29/07/2014]
- Linfodrome (Kohet S.), *Côte d'Ivoire : Un projet de loi sur l'orientation sexuelle en examen à l'assemblée nationale*, 31/10/2021, <https://www.linfodrome.com/societe/71498-cote-d-ivoire-un-projet-de-loi-sur-l-orientation-sexuelle-en-examen-a-l-assemblee-nationale> [consulté le 31/10/2021]
- Linfodrome, *Homosexualité à l'école nationale de police : Comment le sergent-chef B.A.Y. a été piégé par ses collègues*, 23/09/2019, <https://www.linfodrome.com/faits-divers/51331-homosexualite-a-l-ecole-nationale-de-police-comment-le-sergent-chef-b-a-y-a-ete-piege-par-ses-colleques> [consulté le 15/09/2021]
- Loi n° 2019-574 portant Code pénal, in *Journal Officiel n° 9*, 10/07/2019, <http://bit.ly/code-penal-ivoirien-2020> [consulté le 10/09/2019]
- Loi n° 81-640 instituant le Code pénal, in *Journal Officiel de la Côte d'Ivoire*, 31/07/1981, <http://www.loidici.com/codepenalcentral/codepenal.php> [consulté le 28/07/2014]
- Mediapart (Pigeaud F.), *Gbagbo retourne en Côte d'Ivoire, un échec pour Sarkozy*, 16/06/2021, <https://www.mediapart.fr/journal/international/160621/gbagbo-retourne-en-cote-d-ivoire-un-echec-pour-sarkozy> [consulté le 05/10/2021]
- Musixmatch, *Paroles Woubi*, s.d., <https://www.musixmatch.com/fr/paroles/Ezamafuck-1/Woubi> [consulté le 05/10/2021]

Nations unies (NU), Assemblée générale, *Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel*, 03/07/2019, <http://daccess-ods.un.org/access.nsf/Get?Open&DS=A/HRC/42/6&Lang=F> [consulté le 05/10/2021]

Nouvelle revue de psychosociologie (Da Silva N., Molinier P.), *Richesses et ambiguïtés du travail bénévole*, n° 32, 2021, <https://www.editions-eres.com/ouvrage/4830/richesses-et-ambiguites-du-travail-benevole> [consulté le 05/10/2021]

Observatory of Illicit Economies in West Africa, *Risk Bulletin - Issue 1*, 02/09/2021, <https://globalinitiative.net/analysis/weaobs-risk-bulletin-1/> [consulté le 05/10/2021]

Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), *Rapport de mission en République de Côte d'Ivoire du 25 novembre au 7 décembre 2019*, 07/10/2020, https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/ofpra_cnda_cote_divoire_rapport_de_mission_en_republique_de_cote_divoire_du_25_novembre_au_7_decembre_2019.pdf [consulté le 05/10/2021]

Ombre et Lumière [Facebook profile], s.d., https://www.facebook.com/OmbreEtLumier/?ref=page_internal [consulté le 09/09/2021]

ONG Gromo [Facebook profile], s.d., <https://www.facebook.com/ONG-GROMO-1461415814132576> [consulté le 30/08/2021]

ONG Womienplin de Korhogo [Facebook profile], s.d., <https://www.facebook.com/ONG-Womienplin-de-Korhogo-448200949048785/> [consulté le 15/09/2021]

Organisation des Nations unies Info, *Côte d'Ivoire : le HCR recommande la fin du statut de réfugié pour les Ivoiriens*, 07/10/2021, <https://news.un.org/fr/story/2021/10/1105772> [consulté le 05/10/2021]

Organisation non gouvernementale Gromo, *Rapport annuel 2020*, 25/07/2021

Organisation non gouvernementale Gromo, *Rapport de l'étude sur la vulnérabilité socio-économique des personnes LGBT en Côte d'Ivoire*, 01/07/2019

Plateforme ELSA, *Renaissance Santé Bouaké (RSB) Côte d'Ivoire*, s.d., <https://plateforme-elsa.org/structure/renaissance-sante-bouake/> [consulté le 15/01/2021]

Portail officiel du gouvernement de Côte d'Ivoire, *Justice : le gouvernement adopte un nouveau code pénal pour préserver la sécurité et la paix sociale*, 10/04/2019, <http://www.gouv.ci/actualite-article.php?recordID=9918&d=1> [consulté le 15/01/2021]

Programme commun des Nations unies sur le VIH/Sida (ONUSIDA), *Pays. Côte d'Ivoire*, s.d., <http://unaids.mio.guru/fr/regionscountries/countries/ctedivoire> [consulté le 05/10/2021]

Programme national de lutte contre le Sida (PNLS), *Fonctionnement du dispositif de rapportage des violences faites aux populations clés. Rapport premier trimestre 2019*, 06/11/2019

Protection pour tous [site web], dernière mise à jour : s.d., <http://www.protectionpourtous.ci/> [consulté le 01/09/2021]

Protection pour tous, *ONG identitaires*, s.d., <http://www.protectionpourtous.ci/service-ong/> [consulté le 01/09/2021]

Queer African Youth Network (QAYN), *Il ne faut pas réveiller le lion qui dort : Cartographie de la situation juridique des personnes LGBTQ en Afrique de l'ouest Francophone. Pays enquêtés – Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali et Togo*, 07/2015, <http://www.qayn.org/research-publications/> [consulté le 05/11/2015]

Radio France internationale (RFI), *Côte d'Ivoire: un festival pour lutter contre les violences envers les personnes LGBTQI+*, 16/05/2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210516-c%C3%B4te-d-ivoire-un-festival-pour-lutter-contre-les-violences-envers-les-personnes-lgbtqi> [consulté le 30/08/2021]

Radio France internationale (RFI), *Côte d'Ivoire: polémique sur les droits des personnes homosexuelles*, 11/11/2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20211110-c%C3%B4te-d-ivoire-pol%C3%A9mique-sur-l-homosexualit%C3%A9> [consulté le 16/11/2021]

Radio Netherlands Worldwide (RNW), *Abidjan le nouvel eldorado gay d'Afrique ?*, 19/11/2011, <http://www.rnw.nl/afrique/article/abidjan-le-nouvel-eldorado-gay-dafrique> [consulté le 08/04/2014]

Réseau des organisations des populations clés de Côte d'Ivoire (ROPC-CI), *Rapport de documentation des cas de violations/violences basées sur le genre et l'orientation sexuelle*, 09/2021

Reuters (Lyngaas S.), *Jailing of gay Ivorian men stokes fears in LGBT safe haven*, 22/03/2017, <https://www.reuters.com/article/us-ivory-coast-gay/jailing-of-gay-ivorian-men-stokes-fears-in-lgbt-safe-haven-idUSKBN16T1AI> [consulté le 16/09/2021]

RTBF, *Transversales* [audio], 18/01/2020, <https://www.rtf.be/auvio/embed/internal/media?id=2588718&autoplay=1> [consulté le 28/10/2020]

Stewart, *Ivory Coast: Seeking help for LGBT activists under attack* in *76crimes.com*, 24/01/2014, <http://76crimes.com/2014/01/24/ivory-coast-seeking-help-for-lgbt-activists-under-attack/> [consulté le 22/07/2014]

The Advocates for Human Rights, *Alternative Côte d'Ivoire, Côte d'Ivoire. Le Droit des Personnes LGBTI*, 08/04/2019

The Guardian (Corey-Boulet R.), *Ivory Coast officials refuse to explain why two gay men were jailed*, 26/01/2017, <https://www.theguardian.com/world/2017/jan/26/ivory-coast-officials-refuse-explain-gay-men-jailed-same-sex-relationships> [consulté le 28/10/2021]

Thomann M., *HIV Vulnerability and the Erasure of Sexual and Gender Diversity in Abidjan, Côte d'Ivoire*, in *Glob Public Health*, n° 11, 2016, <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5010919/> [consulté le 03/09/2021]

Thomann M., *Zones of Difference, Boundaries of Access: Moral Geography and Community Mapping in Abidjan, Côte d'Ivoire*, in *Journal of homosexuality*, Vol. 63, n° 3, 2016, <http://dx.doi.org/10.1080/00918369.2016.1124706> [consulté le 04/02/2016]

Toronto Star (Corey-Boulet R.), *"Gay capital" an oasis of hope in West Africa*, 23/03/2013, http://www.thestar.com/news/world/2013/03/23/gay_capital_an_oasis_of_hope_in_west_africa.html [consulté le 29/04/2014]

Touré C., *Communiqué relatif à la création de Alternative Côte d'Ivoire*, 09/04/2014

TV5 Monde, *Côte d'Ivoire : la nouvelle loi contre les discriminations exclut les personnes homosexuelles*, 11/11/2021, <https://information.tv5monde.com/afrique/cote-d-ivoire-la-nouvelle-loi-contre-les-discriminations-exclut-les-personnes-homosexuelles> [consulté le 11/11/2021]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Glossary of Key Sexual Orientation and Gender Identity-Related Terms*, 22/09/2010, <http://www.refworld.org/pdfid/4cff9a8f2.pdf> [consulté le 12/01/2015]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *The protection of lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex asylum-seekers and refugees - Discussion Paper*, 22/09/2010, <http://www.refworld.org/pdfid/4cff9a8f2.pdf> [consulté le 15/02/2016]

United States Department of State (USDOS), *2019 Country Reports on Human Rights Practices: Côte d'Ivoire*, 11/03/2020, <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2020/02/COTE-DIVOIRE-2019-HUMAN-RIGHTS-REPORT.pdf> [consulté le 28/10/2021]

United States Department of State (USDOS), *2020 Country Reports on Human Rights Practices: Côte d'Ivoire*, 30/03/2021, <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2021/10/COTE-DIVOIRE-2020-HUMAN-RIGHTS-REPORT.pdf> [consulté le 28/10/2021]

United States Department of State (USDOS), *2020 Report on International Religious Freedom: Côte d'Ivoire*, 12/05/2021, <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2021/05/240282-COTE-DIVOIRE-2020-INTERNATIONAL-RELIGIOUS-FREEDOM-REPORT.pdf> [consulté le 05/10/2021]

Voice of America (VOA), *Une lueur d'espoir pour les LGBT en Côte d'Ivoire*, 08/10/2019, <https://www.voafrique.com/a/cote-divoire-une-lueur-d-espoir-pour-les-lgbt-en-c%C3%B4te-d-ivoire/5115473.html> [consulté le 28/10/2021]

Woubi international [Facebook profile], s.d., <https://www.facebook.com/pages/Woubi-international/465316840228372> [consulté le 29/02/2016]